



## FRANCOPHONIE

## CANADIENNE

## SILENCIEUSE

## VRAIMENT ?



### ÉDUCATION



LESTOUT-PETITS ONT-ILS UNE PLACE DANS LE PROGRAMME ÉLECTORAL ?

► 4

### POLITIQUE

LES ÂÎNÉES VOTENT ET ESPÈRENT SE FAIRE ENTENDRE

► 11

### FRANCOPHONIE



DES FAMILLES SOUTENUES PAR LE MARCHÉ SOLIDAIRE DE CALGARY

► 14-15

### CULTURE

DERRIÈRE L'HUMOUR, SE CACHENT AUSSI DES FEMMES CONSCIENTES DES DÉFIS DE LA SCÈNE ALBERTAINE

► 21

### ARTS ET CULTURE



CET ÉTÉ, DE JEUNES FRANCOPHONES ONT ESSAYÉ LE CIRQUE AVEC LE GOÛT D'Y REVENIR

► 22-23

EDMONTON

LES ÉTUDIANTS DU CAMPUS SAINT-JEAN ONT DES CHOSES À DIRE

► 6

OTTAWA

PÉDALER POUR L'EAU POTABLE DANS LES RÉSERVES

► 18



# DES ENJEUX FRANCOPHONES AU-DELÀ DE LA LOI SUR LES LANGUES OFFICIELLES

Outre la modernisation de la Loi sur les langues officielles, de nombreux enjeux touchent les francophones dans cette campagne électorale. Les questions de relance économique et de financement stable pour le secteur à but non lucratif sont d'un intérêt particulier pour les francophones du pays, plusieurs organismes ayant été durement affectés par la pandémie.

## FRANCOPRESSE

**L**e déclenchement d'élections dans un contexte où il est question de relance économique postpandémie peut être un instrument de discussion avec le milieu politique pour les organismes francophones d'après Martin Théberge, président de la Fédération culturelle canadienne-française (FCCF).

«Il y a plusieurs des enjeux et des questions qu'on met de l'avant qui existaient avant la pandémie. Il y en a d'autres qui ont été exacerbés ou qui ont été mis plus en lumière avec cette pandémie-là. J'ai envie de dire que ça nous donne des arguments supplémentaires, à la rigueur.»

Martin Théberge soulève entre autres l'accès à une forme de revenu stable, comme une réforme de l'assurance-emploi, pour les artistes et les travailleurs culturels. En plus de contribuer à la relance économique, ce revenu offrirait un «filet social plus inclusif» pour ces travailleurs.



■ Martin Théberge : La FCCF souhaiterait que les programmes d'appui offerts pendant la pandémie puissent être prolongés pendant au moins trois mois suivant la levée des mesures sanitaires afin d'assurer la relance dans le secteur des arts et de la culture. Crédit : Courtoisie

## UNE RELANCE FRANCOPHONE ET CONNECTÉE

Les mois de confinement et les restrictions sanitaires ont durement affecté les secteurs culturels et communautaires.

C'est pour cette raison que la Fédération des communautés francophones et acadiennes (FCFA) du Canada demande aux partis politiques de considérer spécifiquement la francophonie dans leur plan de relance : «On voudrait s'assurer que les différents partis aient un plan qui va s'adresser aux enjeux spécifiques à la francophonie. La lentille devrait être là pour bien récupérer le capital économique, social et culturel qu'on a perdu pendant

la pandémie», précise la présidente de l'organisme, Liane Roy.

**MÉLANIE TREMBLAY**  
JOURNALISTE

De son côté, la Fédération de la jeunesse canadienne-française (FJCF) souligne que la pandémie a permis de développer de nouvelles façons de travailler. «Il y a plus que le 9 à 5», précise la présidente, Sue Duguay.

Dans sa Plateforme «PAR et POUR» la jeunesse 2021, la FJCF parle entre autres d'une «nouvelle économie» qui inclurait une actualisation de la Stratégie emploi et compétences jeunesse (SECJ) du gouvernement fédéral et la création d'un plan de connectivité.

Le choix du terme «connectivité» va au-delà de l'accès à Internet haute vitesse et mise aussi sur les relations humaines, précise Sue Duguay : «Si on vit dans une économie qui nous permet de réimaginer les structures entrepreneuriales ou une économie qui nous permet de réimaginer comment on travaille, ça ouvre cette possibilité de trouver un équilibre plus sain par rapport au travail.»

## STABILISER LE FINANCEMENT DES OBNL

L'accès difficile au financement de base pour de nombreux organismes à but non lucratif (OBNL) fait partie des inquiétudes de plusieurs milieux de la francophonie canadienne. La pandémie est venue menacer la survie de certains de ces organismes qui se trouvaient déjà en situation précaire.

«Il y a des organisations qui ont dû mettre la clé sous la porte», dénonce Soukaina Boutiyeb, directrice générale de l'Alliance des femmes de la francophonie canadienne (AFFC).

À l'instar de plusieurs organismes porte-parole des francophones, elle souligne que «plusieurs de nos organisations [membres] n'ont pas accès à un financement de base, un financement de fonctionnement». Les organismes doivent donc sans cesse se renouveler pour accéder à du financement par projet, généralement à court terme.

«Souvent, ce sont des bénévoles qui vont travailler jusqu'à ce qu'on puisse trouver du financement pour pouvoir embaucher quelqu'un. Il y a un essoufflement des



■ Soukaina Boutiyeb : Le financement de fonctionnement des OBNL est l'un des chevaux de bataille de l'Alliance des femmes de la francophonie canadienne pour mettre un terme au financement par projets qui fragilise le système. Crédit : Patrick Woodbury - Le Droit



■ Liane Roy : La FCFA insiste sur un plan de relance économique qui s'adressera aux francophones afin de palier aux défis en matière de pénurie de main-d'œuvre et de maintenir la vitalité des collectivités francophones. Crédit : Courtoisie

bénévoles et on le remarque encore plus durant cette pandémie», précise-t-elle.

La présidente de la FCFA, Liane Roy, met pour sa part l'accent sur les effets secondaires du manque de stabilité de financement dans le secteur des OBNL, qui ont été particulièrement mis en lumière pendant la pandémie.

«Dans les centres multiservices, on comptait beaucoup sur les revenus des salles de spectacles, explique-t-elle. Souvent, ces revenus-là allaient aider à financer, par exemple, les services de garde. Si tu n'as plus de spectacles, tu n'as pas de services de garde en français, tu n'as plus d'activités qui se font en français pendant plusieurs mois. Ça devient difficile», argumente Liane Roy en insistant sur le fait que la vitalité des collectivités francophones est affectée directement.

## ADOPTER RAPIDEMENT UNE NOUVELLE LOI SUR LES LANGUES OFFICIELLES

Alors que le projet de loi C-32 modifiant la Loi sur les langues officielles est mort au feuillet après avoir été déposé le 16 juin, la FCFA voit une occasion à saisir pendant

“

[...] IL Y EN A D'AUTRES [ENJEUX] QUI ONT ÉTÉ EXACÉRBERÉS OU QUI ONT ÉTÉ MIS PLUS EN LUMIÈRE AVEC CETTE PANDÉMIE-LÀ. J'AI ENVIE DE DIRE QUE ÇA NOUS DONNE DES ARGUMENTS SUPPLÉMENTAIRES, À LA RIGUEUR.”

Martin Théberge

“

PLUSIEURS DE NOS ORGANISATIONS [MEMBRES] N'ONT PAS ACCÈS À UN FINANCEMENT DE BASE, UN FINANCEMENT DE FONCTIONNEMENT.”

Soukaina Boutiyeb

## PHOTOS EN UNE

En haut de gauche à droite :

1. Le chef du Parti conservateur, Erin O'Toole.

Crédit : Mélanie Tremblay - Francopresse ;

2. Jagmeet Singh, le chef néodémocrate.

Crédit : Mélanie Tremblay - Francopresse ;

au centre :

3. Le premier ministre sortant, Justin Trudeau.

Crédit : Mélanie Tremblay - Francopresse ;

en bas de gauche à droite :

4. Annamie Paul, la cheffe des verts. Crédit : Rebecca Wood ;

5. Yves-François Blanchet, le chef bloquiste.

Crédit : Mélanie Tremblay - Francopresse

la campagne électorale pour faire valoir les améliorations à y apporter.

Selon Liane Roy, la Partie VII de la Loi, qui impose aux institutions fédérales de prendre «des mesures positives» pour appuyer le développement des minorités francophones et anglophones du Canada, nécessite d'être clarifiée. La présidente de la FCFA aimerait voir le sens de «mesures positives» mieux défini.

«Je vais peut-être exagérer, mais un ministère pourrait faire un tweet pour souhaiter "bonne Fête nationale aux Acadiens" le 15 août et ça pourrait être pris comme une mesure positive. Donc, dans la nouvelle Loi, on veut qu'ils définissent beaucoup plus en détail [cette expression]», précise-t-elle.

Pour la FCCF, le développement culturel et communautaire durable devra s'inscrire dans la prochaine Loi sur les langues officielles, qui devra confirmer le lien **indissociable** entre langue et culture.

De son côté, la FJCF mise sur la valorisation des accents et des mesures pour favoriser la sécurité linguistique dans le projet de modernisation, qui doit se faire «de toute urgence».

Sue Duguay souligne toutefois que l'actuelle Loi sur les langues officielles, quoique dépassée selon elle, a tout de même permis à la jeune génération d'avoir des choix : «Quand on y pense, les nouvelles générations sont le produit d'un Canada où on a eu la chance d'avoir une Loi sur les langues officielles, ce qui a fait en sorte qu'on a eu accès à de l'éducation dans la langue de son choix. On a eu accès à des services gouvernementaux qui nous offraient ces deux langues officielles là.»

#### PÉNURIE DE MAIN-D'ŒUVRE ET IMMIGRATION

Enfin, la question de la pénurie de main-d'œuvre francophone a été exacerbée par la pandémie selon Liane Roy de la FCFA.

Faute d'avoir des données précises

sur le nombre d'emplois à combler dans la francophonie canadienne, l'organisme mène actuellement une étude afin d'identifier les secteurs où les besoins sont les plus criants.

Au premier trimestre de 2021, plus d'un demi-million de postes étaient vacants au pays selon Statistique Canada. Une augmentation de 7,9 % comparativement à la même période l'année précédente.

Pour la FCFA, l'augmentation de l'immigration francophone à l'extérieur du Québec doit passer par l'attraction et l'accueil adéquat des nouveaux arrivants, un enjeu constamment défendu par les organismes francophones.

«Quand on parle de la relance, ou même de la modernisation de la Loi, une politique pour l'immigration francophone en fait définitivement partie», conclut Liane Roy. ▲



IL Y A DES ORGANISATIONS QUI ONT DÛ METTRE LA CLÉ SOUS LA PORTE.”

Soukaina Boutiyeb



#### GLOSSAIRE

**INDISSOCIABLE**  
Qui ne peut-être séparé d'autre chose

Rencontre du Conseil d'administration de l'ACFA - 28 août 2021 par visioconférence



# POINTS SAILLANTS

## RAPPORT DE LA PRÉSIDENTE

La présidente a présenté un rapport des rencontres et enjeux qui ont été soulevés durant la saison estivale. Suite au remaniement ministériel du gouvernement provincial du 8 juillet dernier, l'ACFA a salué la nomination du nouveau ministre de la Culture et responsable du Secrétariat francophone, Ron Orr, et demandé une rencontre. L'annonce des modalités du financement de 121,3 M\$ pour les institutions postsecondaires dans la langue de la minorité permet d'envisager une solution transitoire pour le Campus Saint-Jean. Enfin, le récent déclenchement des élections fédérales a été l'occasion de collaborer avec la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada sur une stratégie visant à mettre de l'avant les priorités nationales de la francophonie canadienne, soit la modernisation de la *Loi sur les langues officielles* et la nécessité d'un plan de relance de la francophonie.

## Finances

Les administrateurs et les administratrices ont adopté le bilan financier du 1er juillet 2020 au 30 juin 2021. Ils ont également adopté un budget 2021-2022 révisé.

## Reconnaissance

La liste des récipiendaires qui seront célébrés lors du Gala reconnaissance, le 14 octobre prochain, a été finalisée. Le Prix Eugène C.-Trottier (visibilité) sera remis à Jean Johnson. Du côté des organismes, le Prix Impact régional sera remis à CANAVUA tandis que le Prix Impact provincial sera décerné à la Fédération du sport francophone de l'Alberta.

## Campus Saint-Jean

Les administrateurs et les administratrices ont reçu une mise à jour dans le dossier du Campus Saint-Jean. Suite à une demande de la Société historique francophone de l'Alberta, l'ACFA s'engage à jouer un rôle plus important dans le processus de recrutement d'un prochain doyen ou d'une prochaine doyenne, en collaboration avec divers organismes de la communauté.

## Modifications aux Statuts et règlements de l'ACFA

Suite au rapport sur l'équité, la diversité et l'inclusion (EDI), le comité de politiques a procédé à la révision des Statuts et règlements de l'ACFA. Des modifications ont été présentées au CA provincial de l'ACFA pour commentaires. Les modifications seront révisées par le conseiller juridique de l'ACFA avant d'être représentées au CA provincial de l'ACFA, puis présentées aux membres pour adoption lors de l'Assemblée générale annuelle (AGA) de l'ACFA.

## Statuts et règlements des ACFA régionales

Les modifications aux Statuts et règlements des ACFA régionales suivantes : Bonnyville / Cold Lake, Centralta, Lethbridge et Wood Buffalo, ont été adoptées.

## Journal Le Franco

Le conseiller juridique de l'ACFA a rédigé la Déclaration des principes pour l'opération du Journal Franco-Albertain, qui a été adoptée par le CA provincial de l'ACFA. Celle-ci sera présentée à l'AGA de l'ACFA pour adoption par les membres. Le CA provincial de l'ACFA recommandera aussi aux membres d'entériner la composition suivante pour le Conseil d'administration du journal Le Franco, soit : Virginie Dallaire, présidente ; Jean-Philippe Chemin, vice-président ; Pauline Légaré, trésorière ; Michèle Katuku, secrétaire ; et un(e) administrateur(trice) à être nommé(e) par le CA provincial de l'ACFA.

## Plan d'action de la francophonie albertaine

Les administrateurs et les administratrices ont reçu le Rapport de la première phase de consultations qui mènera au Plan d'action de la francophonie albertaine 2022-2027, lequel a pour but d'alimenter les plans d'action des gouvernements. Ce rapport aura permis de consulter 20 organismes de la communauté. Des consultations élargies sont prévues plus tard cet automne.

La prochaine rencontre du Comité exécutif de l'ACFA aura lieu le 27 septembre 2021. L'Assemblée générale annuelle de l'ACFA aura lieu le 16 octobre 2021.

SECRÉTARIAT  
PROVINCIAL  
DE L'ACFA

La Cité francophone  
8627 rue Marie-Anne-Gaboury  
Pavillon II, Bureau 303  
Edmonton, Alberta T6C 3N1

Tél.: 780 466-1680  
Téloc.: 780 826-1923  
acfa@acfa.ab.ca  
www.acfa.ab.ca



VIVRE EN FRANÇAIS  
EN ALBERTA !



Heather McPherson, candidate néo-démocrate de la circonscription d'Edmonton Strathcona. Crédit : Gabrielle Beaupré



Stephanie Kusie, candidate conservatrice du comté de Calgary Midnapore. Crédit : Coutoisie



Mireille Pélouquin, directrice générale de la Fédération des parents francophones de l'Alberta. Crédit : Gabrielle Beaupré

# GARDERIES: LES PARTIS FÉDÉRAUX NE SONT PAS À L'ÉCOUTE DES BESOINS DES FRANCOPHONES

Bien que les partis fédéraux veulent aider financièrement les parents qui inscrivent leurs enfants dans les garderies, Mireille Pélouquin, directrice générale de la Fédération des parents francophones de l'Alberta (FPFA), indique que leur approche ne convient pas aux besoins des garderies francophones de la province.

IJL - FRANCO.PRESSE - LE FRANCO

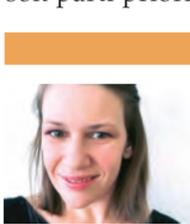
**R**andy Boissonnault, le candidat libéral du comté Edmonton-Centre, affirme que son parti va mettre de l'argent dans les poches des parents. «Notre plan pour les garderies et pour l'apprentissage infantile va permettre d'épargner aux familles des milliers de dollars par mois.»

En effet, sur leur plateforme électorale, on reconnaît son désir de mettre en place un système de garde équitable. Il espère proposer des places de garderie à 10 \$ par jour et par enfant. Ce programme serait mis en place avec le partenariat des gouvernements provinciaux. Un système qui semble inspiré du modèle québécois, pionnier dans la matière.

Une promesse que le Nouveau Parti démocratique (NPD) reprend lui-aussi. Il évoque un système de garderie universel qui serait accessible aux parents habitant aux quatre coins du Canada. «Nous devons investir dans les garderies pour notamment permettre aux femmes de retourner à leur vie professionnelle», martèle Heather McPherson, candidate NPD de la circonscription d'Edmonton Strathcona.

Elle explique également que son parti travaillera en étroite collaboration avec les autres gouvernements provinciaux pour s'assurer que des actions seront entreprises par les provinces dans ce dossier.

Quant à Stephanie Kusie, candidate conservatrice du comté de Calgary Midnapore, elle se réfère à sa plateforme web en mentionnant que son parti priorisera les familles à faible



GABRIELLE BEAUPRÉ  
JOURNALISTE

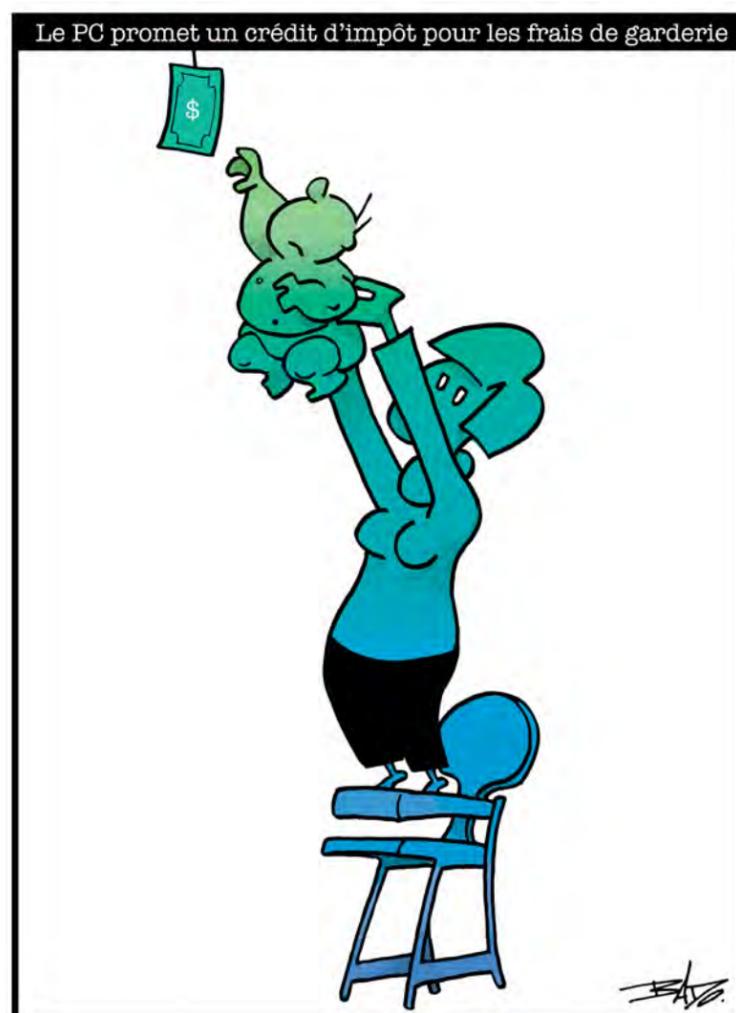
revenu. Dans leur plan, il est indiqué que les conservateurs «convertiraient la déduction pour frais de garde d'enfants en un soutien remboursable couvrant jusqu'à 75 % de ceux-ci».



## APPUYER LES PARENTS FRANCOPHONES

La FPFA n'est pas contre l'approche économique proposée par les différents partis politiques fédéraux puisqu'elle permet de soutenir financièrement les parents. Néanmoins, sa directrice affirme qu'elle n'est pas adéquate pour les communautés franco-albertaines habitant les municipalités se situant loin des grands centres urbains albertains.

En effet, les parents francophones n'y trouvent pas leur compte. Dans cette approche économique le développement des garderies francophones ne pourra se faire. Cela concernera en majeure



“ SOUTENIR LA VIABILITÉ DES CENTRES LÀ OÙ LE NOMBRE DE FRANCOPHONES EST FAIBLE.”

Mireille Pélouquin

partie le réseau de garderies anglophones aux nombreuses inscriptions. «Nos communautés sont petites, alors il n'y aura jamais assez d'offres car il n'y aura jamais assez de parents [francophones]», souligne Mireille Pélouquin.

La directrice ajoute que la FPFA aurait préféré que les propositions des partis fédéraux soient basées sur

une approche systémique. Que celle-ci englobe le recrutement et la formation de main-d'œuvre afin d'ouvrir d'autres établissements et donc soutenir la petite enfance francophone.

Mme Pélouquin note également que cette approche permettrait aux parents francophones de laisser leurs enfants à la garderie seulement lorsqu'ils en auraient besoin. Ainsi cela faciliterait la sociabilité et l'intégration pour «ceux qui sont à la recherche de travail, qui sont de retour aux études et les nouveaux arrivants [...]».

## TRANSMETTRE LA LANGUE FRANÇAISE ET LA CULTURE

Pour la directrice de la FPFA, l'appui du gouvernement fédéral est nécessaire pour «soutenir la viabilité des centres là où le nombre de francophones est faible». Mireille Pélouquin donne l'exemple de la ville de Brooks qui vient d'ouvrir sa première garderie afin de pérenniser l'éducation en français pour les tout petits dans le comté de Newell.

Précisons d'ailleurs que la petite enfance joue un rôle important dans la transmission et l'acquisition de la langue française et de ses cultures. En effet, celle-ci représente la première étape du cursus francophone toute en étant une compétence provinciale à bien des égards. ▲



# LA CRISE DE LA SANTÉ MENTALE CHEZ LES JEUNES CANADIENS

Ces pages sont les vôtres. Le Franco permet à ses lecteurs et à ses lectrices de prendre la parole pour exprimer leurs opinions. Fatima Karidio, étudiante au Campus Saint-Jean nous alerte sur les maux des jeunes canadiens.

**P**our moi, cette élection, à la lumière de la pandémie, est une occasion pour les jeunes de s'exprimer sur ce qui est le plus important pour eux. C'est aussi l'occasion de prendre leur avenir en main.

Un enjeu que je surveille est l'importance accordée à la crise de la santé mentale au Canada. En effet, dans notre pays, la pandémie de COVID-19 a transformé la vie des jeunes et leur santé mentale sur divers aspects.

Des situations telles que la perte d'emploi, la maladie ou le décès des proches, l'isolement et la réduction des interactions sociales ont eu comme effet l'aggravation ou le développement de troubles mentaux chez les jeunes. Ces réalités révèlent pour certains un réel besoin d'établir des efforts

nationaux pour répondre à cette crise.

Avec le stress et l'anxiété liés aux incer-

**FATIMA KARIDIO**  
À TITRE CITOYENNE

**“**  
DANS LES JOURS À VENIR, IL FAUDRA OBSERVER LE DISCOURS DES CHEFS DE PARTIS SUR LA SANTÉ MENTALE.”

étaient des personnes âgées de 18-24 ans (source : Canadian Mental Health Association et al., s. d., p. 1).

Il est évident que la pandémie a eu des séquelles sur le bien-être de la population en plus des effets assez pernicious, spécialement chez les jeunes adultes. Il est maintenant particulièrement important de commencer une intervention et de lancer des programmes pour combler ses besoins.

Maintenant, plus que jamais, il y a un vrai besoin de hausser le nombre de services disponibles. Des facteurs tels que de longues périodes d'attente pour rencontrer un professionnel ou des coûts peu abordables, empêchent certains de recevoir le soutien dont ils auraient besoin.

titudes de la pandémie, une appréhension que j'évoque en ce moment, est le besoin que les jeunes Canadiens aient l'accessibilité aux outils et aux ressources en santé mentale.

Environ 40% de Canadiens rapportent que leur santé mentale s'est détériorée depuis le début de la pandémie ; parmi eux, 61 % avaient déjà une maladie mentale existante et 60 %

Ceci a des conséquences dans la vie économique, puisque les individus qui ne sont pas en meilleur état d'esprit sont plus susceptibles d'être au chômage, d'être moins productifs au travail, ou de manquer des journées de travail (source : Centre for Addiction and Mental Health, s. d.).

Cela dit, en raison de son influence sur les autres sphères de la vie, il est certain que la santé mentale est plus qu'un dilemme individuel, mais plutôt collectif.

Présentement, le sujet de la santé mentale semble être de plus en plus abordé dans les médias et est un des enjeux listés dans les nombreuses plateformes politiques. Cela est déjà un signe prometteur pour l'avenir des jeunes dans ce pays. Toutefois, ces propositions doivent être matérialisées pour avoir un poids.

Dans les jours à venir, il faudra observer le discours des chefs de partis sur la santé mentale.

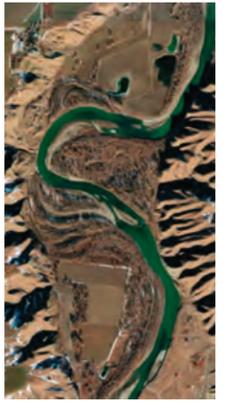
En tout, les jeunes jouent un rôle vital dans l'avenir du Canada, toutefois pour tirer les bénéfices de leur potentiel, il faudra assurer un état d'esprit qui leur permettra de performer de manière optimale. ▲

## GLOSSAIRE

**AVENIR**  
Ce qui sera plus tard, dans le futur

**OÙ EN ALBERTA?**

CETTE VUE AÉRIENNE NOUS MONTRE LES MÉANDRES D'UNE RIVIÈRE, LAQUELLE?



## FRANCO QUIZ

Testez vos connaissances sur la francophonie



À QUELLE DATE, LE GOUVERNEMENT DE L'ALBERTA A OFFICIELLEMENT LANCÉ LE MOIS DE LA FRANCOPHONIE?

**N°1**

01 mars 2012

**N°2**

01 mars 2016

**N°3**

01 mars 2018

• Réponses : C'est la rivière Oldman à Lethbridge. N°2

## MOT DE LA DIRECTION

### LE JOURNAL FRANCO-ALBERTAIN DE RETOUR DANS LES SALLES DE CLASSE!

**L**e Conseil scolaire Centre-Nord (CSCN) et le journal Le Franco sont heureux de s'associer pour offrir à toutes les familles du CSCN un abonnement papier au journal franco-albertain dès la rentrée 2021, renouant ainsi avec une longue tradition.

Cet investissement important permettra aux familles de partout en Alberta de s'informer en français sur ce qui se passe ici. En plus de promouvoir la lecture chez les jeunes, l'initiative contribuera au renforcement identitaire des élèves, une mission partagée par nos deux organisations.

Un journal papier est un riche outil pédagogique pour mettre en application des apprentissages en sciences sociales, en arts et en français. L'accès à ce périodique favorisera également des échanges constructifs sur les enjeux actuels de la francophonie albertaine chez les élèves, tout en décloison-

nant l'utilisation du français en dehors des salles de classe et dans l'espace public.

Les journaux francophones du Manitoba et de la Saskatchewan



Robert Lessard, directeur général du Conseil scolaire Centre-Nord. Crédit: Courtoisie

Le journal Le Franco est le seul média francophone consacré à l'actualité albertaine au Canada. Puisque le français est une langue unique, porteuse d'une culture forte et rassembleuse, mais aussi parce qu'elle est immergée dans une mer anglophone qui pose un risque pour sa pérennité, Le Franco se fait un devoir de porter et de diffuser la culture francophone en Alberta en offrant des contenus uniques et exclusifs représentant les différentes communautés francophones de la province.

Bonne lecture à tous et à toutes!



**OYEZ, OYEZ!**

**VOUS ÊTES ENTREPRENEUR.E!**

**VOUS SOUHAITEZ QUE LES FRANCOPHONES DE L'ALBERTA DÉCOUVRENT ET APPRÉCIENT VOS PRODUITS ET SERVICES...**

**JOUEZ LA CARTE "LE FRANCO"! LA RENTRÉE COMMERCIALE SE PRÉPARE DÈS MAINTENANT. N'HÉSITEZ PAS ET CONTACTEZ VALÉRIANE À L'ADRESSE RECEPTION@LEFRANCO.AB.CA**



Simon-Pierre Poulin, directeur du journal



# DES ÉTUDIANTS DU CAMPUS SAINT-JEAN INTERPELLENT PAR LEUR TÉMOIGNAGE



Chiara Concini (elle), vice-présidente externe de l'Association des Universitaires de la Faculté Saint-Jean (AUFSJ). Crédit : Courtoisie

**CHIARA CONCINI (ELLE)**  
VICE-PRÉSIDENTE EXTERNE DE L'ASSOCIATION DES UNIVERSITAIRES DE LA FACULTÉ SAINT-JEAN (AUFSJ)

Notre objectif avec ce projet est de mettre de la pression sur le gouvernement provincial afin qu'il accepte l'offre de financement pour le Campus Saint-Jean venant du gouvernement fédéral. On veut mettre en lumière les enjeux académiques auxquels font face les étudiant.e.s du Campus Saint-Jean pour montrer l'impact positif que l'argent du fédéral pourrait avoir sur les programmes d'étude offerts au Campus Saint-Jean.



Julia Fabbro-Smith (elle), étudiante de 3<sup>e</sup> année en arts. Crédit : Courtoisie

**JULIA FABBRO-SMITH (ELLE)**  
ÉTUDIANTE DE 3<sup>E</sup> ANNÉE EN ARTS

## PRÉSENTEMENT, ÊTES-VOUS CAPABLE D'ÉTUDIER EN FRANÇAIS ?

Non. Pendant l'année entière, je ne suis que 3 cours au Campus Saint-Jean. En tant qu'étudiante en arts, il existe moins de cours disponibles en raison du sous-financement du Campus. Lorsque je regarde ma feuille de route pour voir les cours acceptés pour ma mineure, presque tous les cours n'existent plus. Cette année, il faut que je prenne un cours de français au Campus Nord puisqu'il n'existe pas d'autres cours.

Pendant le semestre d'automne, la majorité de mes cours sont au Campus Nord. Je suis étudiante au Campus Saint-Jean et je ne serai même pas là.

ÉTUDIANT.E.S DU CAMPUS SAINT-JEAN À TITRE CITOYEN



Joannie Fogue (elle), étudiante de 3<sup>e</sup> année en arts. Crédit : Courtoisie

**JOANNIE FOGUE (ELLE)**  
ÉTUDIANTE DE 3<sup>E</sup> ANNÉE EN ARTS

## QUELLE EST L'IMPORTANCE DE L'ÉDUCATION FRANCOPHONE EN ALBERTA ?

L'éducation francophone en Alberta représente le futur de la francophonie albertaine et du bilinguisme dans l'Ouest. Le Campus Saint-Jean est au cœur de la francophonie et c'est pour cela qu'on doit le soutenir, pour qu'il puisse continuer sa contribution à la protection et la préservation de la langue française.

## PRÉSENTEMENT, ÊTES-VOUS CAPABLE D'ÉTUDIER EN FRANÇAIS ?

Je ne suis que partiellement capable d'étudier en français. J'entame ma troisième année et c'est la deuxième année universitaire où je ne peux pas choisir les cours nécessaires pour terminer mon diplôme. Ce n'est pas par choix, je dois maintenant étudier au Campus Nord, ce qui crée plus de problèmes sous-académiques pour moi en raison de mon statut d'étudiante de la Faculté Saint-Jean.



Natalie Herkendaal (tous pronoms), étudiante de 4+ années en sciences. Crédit : Courtoisie

**NATALIE HERKENDAAL (TOUS PRONOMS)**  
ÉTUDIANTE DE 4+ ANNÉES EN SCIENCES

## QUELLES SONT LES DIFFICULTÉS QUE VOUS AVEZ RENCONTRÉES PENDANT VOS ÉTUDES EN RAISON DU SOUS-FINANCEMENT ?

En ce moment, il n'est pas permis d'aller voir les conseiller.ère.s des autres facultés pour parler de mon parcours scolaire, même si tu dois prendre des cours chez eux. C'est une question de financement, mais ça veut dire que j'ai dû faire tout ce travail seule et sans l'aide que je m'attends à recevoir comme les autres.

Actuellement, le Campus Saint-Jean échoue ses étudiant.e.s en sciences. Je ne devrais pas avoir à me battre pour graduer.

“ EN TANT QU'ÉTUDIANTE EN ARTS, IL EXISTE MOINS DE COURS DISPONIBLES EN RAISON DU SOUS-FINANCEMENT DU CAMPUS.”  
Julia Fabbro-Smith

**GLOSSAIRE**  
**CONTRIBUTION**  
Part apportée à une œuvre commune

“ L'ÉDUCATION FRANCOPHONE EN ALBERTA REPRÉSENTE LE FUTUR DE LA FRANCOPHONIE ALBERTAINE ET DU BILINGUISME DANS L'OUEST.”  
Joannie Fogue

“ JE NE DEVRAIS PAS AVOIR À ME BATTRE POUR GRADUER.”  
Natalie Herkendaal



Aris Sobze (il), étudiant de 3<sup>e</sup> année en sciences. Crédit : Courtoisie

**ARIS SOBZE (IL)**  
ÉTUDIANTE DE 3<sup>E</sup> ANNÉE EN SCIENCES

## COMMENT LA SITUATION FINANCIÈRE DU CAMPUS SAINT-JEAN VOUS AFFECTE ?

Au cours de mes trois années au Campus, il y a un problème majeur auquel j'ai dû faire face à plusieurs reprises : l'inscription aux cours au Campus Nord.

En raison de la différence d'abréviation des cours en français et en anglais, Beartracks ne reconnaît pas mes cours préalables en français, ce qui m'empêche de m'inscrire à certains cours. Pour que je puisse m'inscrire, je dois toujours passer par l'administration et comme certains cours se remplissent rapidement, je risque de perdre ma place.

J'espère que ce problème peut être résolu afin de permettre à tou.te.s les étudiant.e.s d'avoir une chance égale de s'inscrire à leurs cours.



Grace Whiteley (elle), étudiante de 2<sup>e</sup> année en administration des affaires (programme bilingue). Crédit : Courtoisie

**GRACE WHITELEY (ELLE)**  
ÉTUDIANTE DE 2<sup>E</sup> ANNÉE EN ADMINISTRATION DES AFFAIRES (PROGRAMME BILINGUE)

## COMMENT LE SOUS-FINANCEMENT DU CAMPUS SAINT-JEAN VOUS AFFECTE ?

Je suis dans un programme bilingue. Beartracks ne reconnaît pas mes cours du Campus comme prérequis pour les cours en anglais qui sont nécessaires pour mon baccalauréat.

De plus, le Campus Saint-Jean a seulement une conseillère pédagogique en raison du sous-financement. Ça prend des semaines pour pouvoir la rencontrer.

Il n'y a pas de soutien nécessaire pour organiser mes cours pour mon baccalauréat. Alors que j'ai plusieurs questions, personne n'a les réponses. ▲

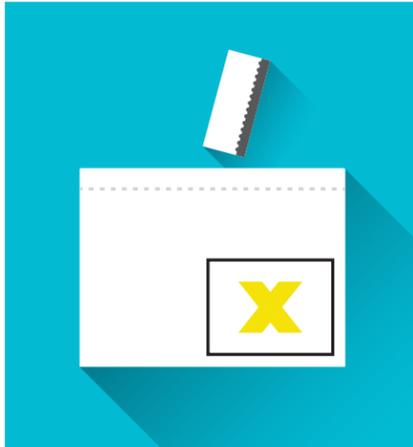
ÉLECTION FÉDÉRALE / LE LUNDI 20 SEPTEMBRE






  
 #CestNotreVote

## Prévoyez-vous voter?



**Vous pouvez vous inscrire et voter à votre bureau de vote le jour de l'élection, si vous :**

- êtes citoyen canadien;
- avez au moins 18 ans;
- prouvez votre identité et votre adresse.



Consultez votre carte d'information de l'électeur pour savoir où et quand voter.

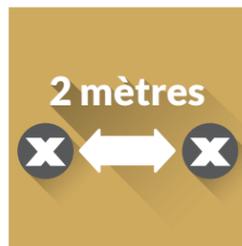
## Votre santé et votre sécurité sont notre priorité.

À votre bureau de vote, les préposés au scrutin porteront un masque.

Il y aura aussi :



Du désinfectant pour les mains

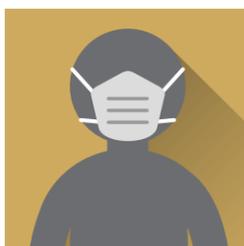


Des repères clairs pour la distanciation physique



Un seul préposé au scrutin par table derrière un écran de plexiglas

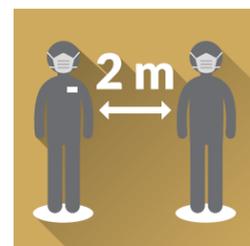
## Lorsque vous allez voter :



Portez un masque



Vous recevrez un crayon à usage unique pour marquer votre bulletin de vote. Vous pouvez aussi apporter votre stylo ou crayon



Respectez la distanciation physique : tenez-vous à au moins deux mètres des autres personnes

*Si vous pensez être atteint de la COVID-19, suivez les directives des autorités locales de santé publique et restez à la maison.*


  
 C'est notre vote

**Soyez prudent. Votez en sécurité.**

Visitez [elections.ca](https://elections.ca) pour l'information officielle sur le vote et les mesures de santé et de sécurité en place

1-800-463-6868 / [elections.ca](https://elections.ca) /  ATS 1-800-361-8935


  
 Elections Canada



La FJCF utilise les médias sociaux pour aller rejoindre les jeunes pendant la campagne électorale. Source : Instagram FJCF



La FÉÉCUM devra redoubler d'efforts afin de bien informer les étudiants qui devront exercer leur droit de vote à l'extérieur du campus selon la présidente de l'organisme, Mathilde Thériault. Crédit : Courtoisie

# LA COMMUNAUTÉ ÉTUDIANTE «FRUSTRÉE» DE NE PAS POUVOIR VOTER SUR LES CAMPUS

Le taux de participation des 18 à 24 ans aux deux dernières élections fédérales a été le plus bas enregistré par Élections Canada parmi toutes les tranches d'âge. La décision de l'organisme de ne pas ouvrir de bureaux de vote sur les campus cette année en raison de la pandémie soulève de nombreuses inquiétudes auprès des représentants de la communauté étudiante.

## FRANCOPRESSE

**M**athilde Thériault se souvient d'avoir vu de nombreux étudiants exercer leur droit de vote sur le campus de l'Université de Moncton lors du scrutin de 2019. Déçue, la présidente de la Fédération des étudiantes et étudiants du Campus universitaire de Moncton (FÉÉCUM) ne remet toutefois pas en question la décision d'Élections Canada de ne pas tenir le programme de vote sur campus cette année.

«On comprend les raisons et le contexte [...], mais c'est sûr que ça n'enlève pas notre frustration par rapport à la décision.»

Déjà, à l'automne 2020, Élections Canada avait pris la décision de ne pas tenir le programme de vote sur campus en raison «de la complexité que représente ce programme dans un contexte de pandémie», explique l'organisme dans un courriel à Francopresse.

Faute de connaître la date exacte des élections et de savoir si les étudiants seraient de retour sur les campus en raison des conditions sanitaires, Élections Canada a choisi de «réaffecter les ressources nécessaires au programme de vote sur campus à d'autres programmes qui nous aideraient à mener l'élection».

En juillet dernier, l'organisme annonçait l'évaluation de diverses options pour offrir des services de vote sur les campus aux prochaines élections, tout en précisant que dans le cas où elles seraient déclenchées à court terme, la décision de l'automne 2020 serait maintenue.

MÉLANIE TREMBLAY  
JOURNALISTE

## INQUIÉTUDES QUANT AUX TAUX DE PARTICIPATION

La décision déplaît à la Fédération de la jeunesse canadienne-française (FJCF) et à la Fédération des communautés francophones et acadiennes (FCFA) du Canada qui ont exprimé leur désaccord par voie de communiqué.

«On comprend le contexte dans lequel se tiennent ces élections, mais on parle ici de jeunes qui se préparent à exercer leur droit de vote pour la première fois. On veut leur faciliter la tâche au maximum pour que ce soit une expérience positive qu'ils aient le goût de refaire aux élections suivantes. On n'y parviendra pas sans mesures adaptées et, surtout, sans s'assurer qu'ils soient au courant de ces mesures», déplore la présidente de la FCFA, Liane Roy, dans le communiqué.

Pour cette raison, la FÉÉCUM redoublera d'efforts afin d'offrir aux étudiants le plus d'informations possible sur les diverses façons de voter.

«On va avoir une campagne pour **démystifier** tout ce qui entoure le vote : où se trouvent les bureaux, quels bus il faut prendre pour se rendre dans ces bureaux-là. Ce sont des informations importantes à faire circuler vu qu'il n'y aura pas de programme de vote sur le campus», précise la présidente Mathilde Thériault.

## LES 18 À 24 ANS VOTENT LE MOINS

Le taux de participation le moins élevé des trois dernières élections a été enregistré chez les électeurs de 18 à 24 ans — 55 % en 2011, 67 % en 2015 et 68 % en 2019 — tout juste derrière les 25 à 34 ans.

Afin de favoriser le vote chez les jeunes, Élections Canada a démarré en



La présidente de la FCFA, Liane Roy, se dit déçue de la décision d'Élections Canada et craint qu'elle n'affecte la décision des jeunes électeurs d'aller exercer leur devoir de citoyen. Crédit : Courtoisie



La présidente de la FJCF, Sue Duguay, craint «que l'absence des bureaux de vote spéciaux affecte drastiquement les capacités de vote pour les étudiant.e.s, ce qui pourrait affecter leurs habitudes de vote au long terme». Crédit : Courtoisie



POUR CEUX ET CELLES QUI PENSENT QUE LEUR "VOTE EST INUTILE", C'EST IMPORTANT DE DÉMYSTIFIER CE MESSAGE-LÀ, DE FAIRE COMPRENDRE QUE CHAQUE VOTE COMPTE. [...]"

Sue Duguay



## GLOSSAIRE

**DÉMYSTIFIER**  
Enlever l'aspect trompeusement embellissant pour la vérité

2015 un projet pilote de vote sur campus en ouvrant des bureaux de scrutin dans 39 établissements postsecondaires du pays. Plus de 69 000 personnes avaient alors utilisé ce moyen pour exercer leur droit de vote.

En 2019, le programme a été offert sur 109 campus d'établissements postsecondaires et a permis à plus de 110 000 personnes de voter.

Afin de favoriser l'intérêt du vote chez les jeunes, la FJCF a reçu le mandat de ses membres, en 2015, de travailler avec les élus pour faire abaisser l'âge du vote à 16 ans au Canada.

«On croit dur comme fer au sentiment d'appartenance à la démocratie canadienne [...] Pour développer ce sentiment d'appartenance, il faut pouvoir comprendre le système», affirme la présidente de l'organisme, Sue Duguay.

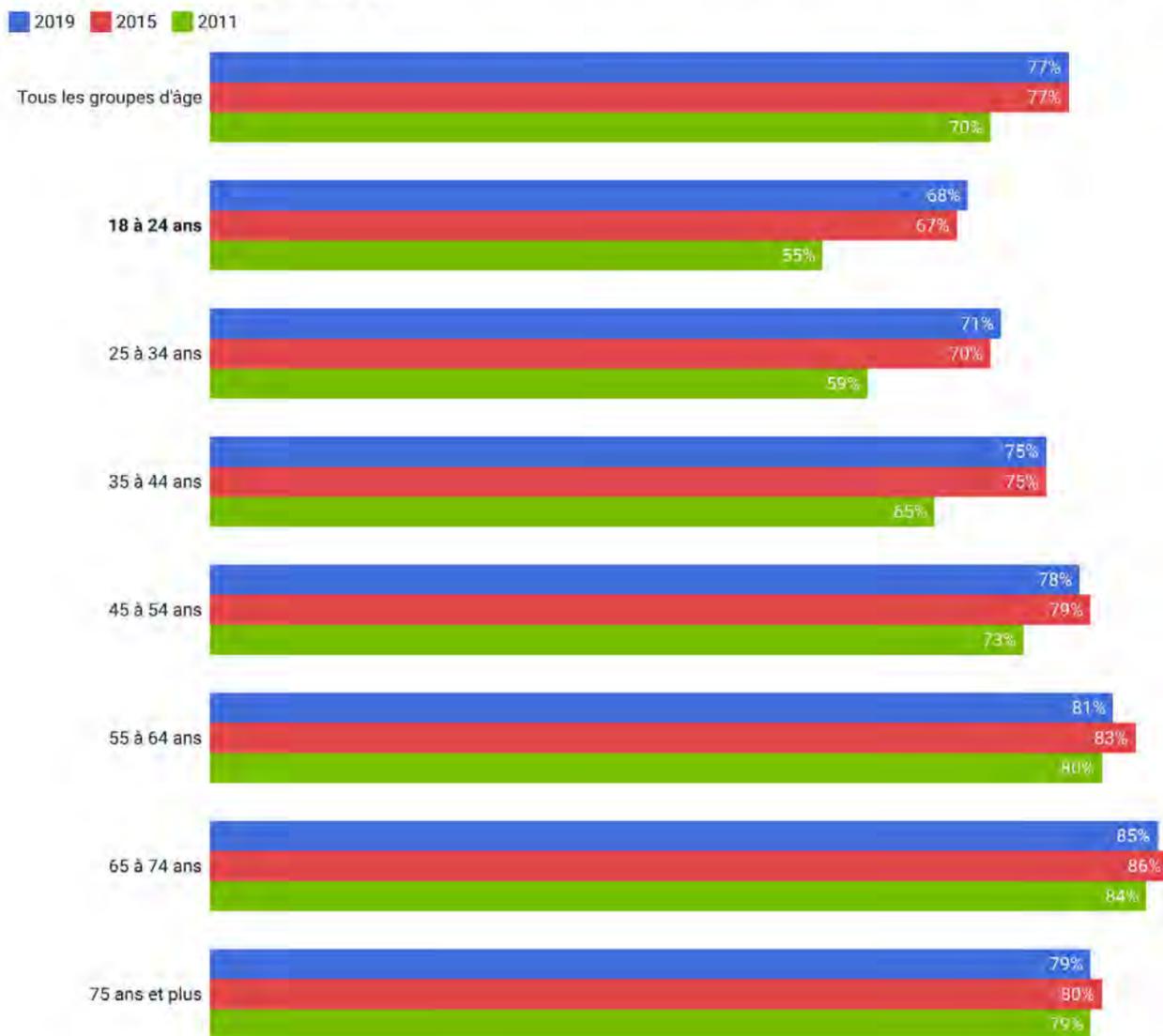
C'est pour cette raison que dans son mémoire déposé en 2016 au Comité spécial sur la réforme électorale, l'organisme demande qu'un programme d'éducation civique obligatoire soit développé, en accord avec les provinces.

La FJCF a développé en parallèle le projet «Né.e pour voter», qui a pour but d'éduquer les jeunes au vote pendant les campagnes électorales.

«Pour ceux et celles qui pensent que leur "vote est inutile", c'est important de démystifier ce message-là, de faire comprendre que chaque vote compte. Ça s'arrime donc avec le reste de nos revendications, comme l'abaissement de l'âge du vote à 16 ans et l'éducation civique», ajoute Sue Duguay.

Le projet de loi pour faire abaisser l'âge du vote à 16 ans de la sénatrice Marilou McPhedran, déposé en 2020, et celui de la députée du Parti vert Elizabeth May, déposé en mars dernier, sont morts au feuilletton avec le déclenchement des élections. ▲

## Taux de participation électorale selon le groupe d'âge, élections fédérales de 2011, de 2015 et de 2019



Enquête sur la population active 3701 de Statistique Canada.

Graphique: Francopresse • Source: Statistique Canada • Créé avec Datawrappe

Tableau taux de participation. Crédit: Francopresse

**CANADA PLACE DENTAL**

www.downtowncanadaplacedental.com

**Nous offrons les services suivants :**  
 Urgences acceptées le même jour, Traitement cosmétique, Blanchissage des dents, Remplissage en céramique, Implantations, Couronnes en céramique en une seule visite  
 Blanchissage de dents **GRATUITS** pour les nouveaux patients

Situé au centre-ville - édifice Théâtre Citadél  
 9828, 101A Avenue Edmonton (AB) T5J 3C6  
 Stationnement remboursé

Dr. Marc Caulombe, dentiste

Tél.: 780 424-6272 | canadaplacedental2@gmail.com

DR. CLAUDE BOUTIN ORTHODONTIST

**wired wireless**

**Dr Claude Boutin**  
 B.Sc, D.D.S., D. Ortho., F.R.C.E  
 Spécialiste certifié en orthodontie

- Orthodontie pour les enfants et les adultes
- Services en français
- Cabinets de traitement privés et modernes
- Technologie de pointe
- Aucune référence nécessaire

Tél. : (403) 284-5202  
 www.drboutin.com

**Market Mall Executive Professional Centre**  
 Suite 124 - 4935 40 Avenue N.O.  
 Calgary, AB T3A 2N1

## LA JEUNESSE FRANCO-ALBERTAINE À L'HEURE DU VOTE



«[...] NOUS AVONS LE DEVOIR DE NOUS ASSURER QUE LE MONDE ENTIER PROGRESSE»

Simon Gauthier

«C'est certain que je vote!», s'exclame Simon Gauthier. S'intéressant à la politique depuis l'enfance, il a toujours trouvé «excitant» ce moment où les citoyens ont la parole. «On peut décider du futur de notre pays, de notre région, de notre futur personnel.»

Il aurait aimé participer aux dernières élections fédérales, mais elles se sont déroulées quelques mois avant sa fête de 18 ans. Aujourd'hui, il a enfin l'âge de voter.

Originaire de Calgary, il exercera son devoir de citoyen dans la ville de Québec. Il croyait voter sur le campus universitaire, mais en raison de l'absence des bureaux de scrutin, il ira voter dans sa nouvelle circonscription.

En ordre, les enjeux qui le préoccupent le plus sont: «l'environnement puisqu'il menace le plus ma qualité de vie pour le restant de mes jours. La reprise économique, car nous sommes dans une position exceptionnelle

pour changer notre méthode économique et pour faire un virage positif. Et la politique internationale, car nous avons le devoir de nous assurer que le monde entier progresse.»



GABRIELLE BEAUPRÉ  
 JOURNALISTE

### DES HEURES DE ROUTE POUR ALLER S'EXPRIMER

Aaqilah Charron, étudiante à l'Université MacEwan d'Edmonton, compte retourner chez elle à Falher pour glisser son bulletin de vote dans l'urne. Arrivée récemment dans la ville, elle est très occupée entre la rentrée scolaire et son travail, son changement

d'adresse n'est pas encore fait.

Elle se dit un peu nerveuse puisque c'est la première fois qu'elle va s'exprimer démocratiquement. Elle n'a pas encore décidé pour quel parti elle allait voter. L'enjeu qui porte plus particulièrement son attention est l'éducation. Elle veut savoir «comment le gouvernement va intégrer la Covid-19 avec l'éducation pour les années suivantes». ▲



Aaqilah Charron va voter à Falher. Crédit: Courtoisie

\*  
**GLOSSAIRE**  
**URNE**  
 Boîte de scrutin



# POURRA-T-ON VOTER EN FRANÇAIS AUX ÉLECTIONS FÉDÉRALES?

Avant de déposer votre bulletin de vote dans l'urne, quelqu'un vous aura parlé en français. C'est du moins l'engagement d'Élections Canada qui pédale fort en ce moment pour organiser le scrutin du 20 septembre. L'organisme a bon espoir de respecter ses obligations linguistiques cette année, malgré quelques ratés à la dernière élection et son défi récurrent à recruter de la main-d'œuvre bilingue.

IJL - FRANCO.PRESSE - LE FRANCO

Un service proactif en français sera offert dans les bureaux de vote à l'ensemble du pays, assure Marie-France Kenny, la conseillère régionale en relations médias d'Élection Canada.

Dès votre arrivée au bureau de scrutin, Élections Canada se fera un devoir de respecter l'offre active bilingue. Autrement dit, vous allez être salué en anglais ainsi qu'en français. De plus, toutes les affiches que vous allez croiser sur votre passage seront écrites dans les deux langues officielles.

Lorsque vous allez rencontrer le préposé au scrutin, vous devez lui spécifier que vous parlez en français et que vous voulez recevoir les instructions en français.

Si aucun employé bilingue n'est présent, Marie-France Kenny explique qu'il y aura une solution : «On va appeler à un numéro pour vous. Un fonctionnaire fédéral va vous répondre en français.» Au téléphone, il va vous expliquer la même démarche à suivre qu'il vous communiquerait en présentiel.

Si le téléphone n'est pas disponible, Marie-France Kenny indique que le personnel va vous remettre un carton d'instruction. Celui-ci va vous permettre d'avoir «toute l'information dont vous avez besoin» pour bien comprendre la procédure de vote.

Andréanne Laporte, gestionnaire et Affaires publiques du Commissariat aux langues officielles, souligne que vous avez «le droit de recevoir des services dans la langue officielle de votre choix à chaque étape du processus de vote». Cela s'applique à tous les moyens de votation, c'est-à-dire par anticipation, par la poste ou en personne le jour du scrutin.

## LE DÉFI DU RECRUTEMENT

Chaque élection fédérale, Élections Canada est toujours confronté au même défi en Alberta. Celui de «recruter de la main-d'œuvre bilingue pour travailler pendant les élections».

Marie-France Kenny explique que les personnes qui s'expriment dans les deux langues officielles du pays sont très prisées dans les provinces majoritairement anglophones et que, souvent, elles sont indisponibles lors de la période électorale.

Elle précise néanmoins que Élections Canada fait son possible afin de recruter des francophones et francophiles. Par exemple, en

Alberta, un agent de recrutement travaille en collaboration notamment avec Accès-emploi pour pourvoir à ces postes temporaires. On engage des citoyens canadiens de 16 ans et plus.



GABRIELLE BEAUPRÉ  
JOURNALISTE



250 000 personnes sont engagées à travers le pays par Élections Canada.  
Crédit : Unsplash



“ ON S'ASSURE AINSI QU'ON OFFRE UNE FORME OU UNE AUTRE DE SERVICE EN FRANÇAIS AUX ÉLECTEURS, C'EST-À-DIRE SOIT EN PERSONNE OU PAR TÉLÉPHONE OU PAR ÉCRIT.”

Marie-France Kenny

## GLOSSAIRE

**MAIN-D'OEUVRE**  
Peut désigner les ouvriers, les employés

## ÊTRE SENSIBILISÉ AUX DROITS LINGUISTIQUES

Avant le début de l'emploi, tous les futurs préposés au scrutin reçoivent une formation de trois heures durant laquelle la question des droits linguistiques est abordée. «Ce volet explique le droit des citoyens de voter dans la langue officielle

de leur choix et indique comment s'acquitter des obligations à cet égard», relate Mme Kenny.

Elle affirme que les préposés au scrutin anglophone sont sensibilisés aux droits linguistiques des francophones habitant dans les provinces où le français est la langue minoritaire.

«On s'assure ainsi qu'on offre une forme ou une autre de service en français aux électeurs, c'est-à-dire soit en personne ou par téléphone ou par écrit», déclare Marie-France Kenny.

## LES RATÉS DE LA DERNIÈRE ÉLECTION

À la suite des élections fédérales de 2019, cinq plaintes provenant de l'Alberta ont été déposées au Commissariat aux langues officielles en raison de l'absence du service en français offert dans les bureaux de scrutin.

Le Commissariat a traité rapidement trois d'entre elles et les deux autres font toujours l'objet d'une enquête formelle. «Le secret des enquêtes nous empêche de les commenter», justifie Andréanne Laporte.

La rédaction a pu s'entretenir avec l'un de ces plaignants qui préfère garder l'anonymat. Il se remémore notamment qu'aucun employé ne l'a salué dans les deux langues officielles et qu'aucune alternative en français ne lui a été proposée lorsqu'il a demandé à être servi dans sa langue maternelle. ▲

POUR AVOIR PLUS D'INFORMATIONS SUR LES ÉLECTIONS FÉDÉRALES DE 2021

[HTTPS://ELECTIONS.CA/ACCUEIL.ASPX](https://elections.ca/accueil.aspx)

## AVIS DU JOUR DE DÉCLARATION DE CANDIDATURES

Local Authorities Election Act (Article 26)



Région scolaire francophone du Centre-Nord,  
Province de l'Alberta

Avis est donné par la présente que le jour de candidatures est fixé au **20 septembre 2021** et que les noms des candidats à élire aux postes suivants pourront être soumis au Bureau central du Conseil scolaire Centre-Nord au cours de la période commençant le 1er janvier 2021 et se terminant à midi le jour de déclaration des candidatures.

Postes	Nombre de postes vacants	Subdivision électorale
Conseiller catholique (séparé)	2	Edmonton (1)
Conseiller public	2	Edmonton (1)
Conseiller catholique (séparé)	1	Extérieur d'Edmonton (2)
Conseiller public	1	Extérieur d'Edmonton (2)

## Adresse du Bureau central du Conseil scolaire Centre-Nord :

Bureau 322, 8627 91 rue NO  
Edmonton, Alberta, T6C 3N1

Pour plus d'informations : <https://centrenord.ab.ca/elections>



À gauche, Randy Boissoneault, candidat libéral de la circonscription d'Edmonton-Centre avec de futurs électeurs.



Heather Mackenzie, candidate néo-démocrate de la circonscription d'Edmonton-Centre. Crédit: Courtoisie

# UNE URGENCE POUR DES SOINS DE SANTÉ PRODIGUÉS AUX AÎNÉS

Devant une population vieillissante, les soins et les services de santé doivent s'adapter. C'est pour **Jeannine DeMoissac**, la présidente de la **Fédération des aînés francophones de l'Alberta** une priorité du prochain gouvernement fédéral.

IJL - FRANCO.PRESSE - LE FRANCO

**S**elon les perspectives démographiques de Statistique Canada, le nombre des personnes âgées pourrait atteindre le cinquième de la population d'ici 2025 et le quart d'ici 2059. Pour Jeannine, c'est une évidence, «aujourd'hui, on vit plus longtemps».

La dame est de celles qui tient à habiter dans sa maison aussi longtemps qu'elle le pourra. Pour ce faire, elle est consciente qu'elle aura besoin des services de proches aidants pour recevoir ses soins et de l'aide pour entretenir sa maison.

Ces derniers sont généralement des membres de la famille ou d'autres aînés qui font souvent des **sacrifices** dans leur carrière pour leur porter assistance, et ce, pour la plupart du temps, bénévolement. «Il faut des ressources pour les aider». La présidente de la FAFA s'interroge, «comment le fédéral peut nous soutenir?»

Et elle n'en démord pas. À domicile les aînés doivent être soutenus par des aidants naturels; en maison d'hébergement, les employés doivent leur prodiguer des soins de qualité.

## FACILITER LES SOINS DE SANTÉ À DOMICILE

Heather Mackenzie, candidate néo-démocrate de la circonscription d'Edmonton-Centre explique que son parti veut faciliter les soins de santé à domicile. Il souhaite soutenir les proches aidants en leur offrant des crédits d'impôt afin d'aider ceux et celles qui quittent leur emploi pour s'occuper de leurs proches.



GABRIELLE BEAUPRÉ  
JOURNALISTE

Sur leur plateforme électorale, les libéraux avancent une stratégie similaire en proposant un crédit d'impôt

“  
IL FAUT  
DES RES-  
SOURCES  
POUR LES  
AIDER.”

Jeannine  
DeMoissac

### GLOSSAIRE

**SACRIFICES**  
Renoncer  
volontairement.

pour les aidants naturels d'un montant total de 1 250\$ par an. Randy Boissoneault, candidat libéral de la circonscription d'Edmonton-Centre en hérite. Son parti voudrait également mettre à la disposition des aînés qui restent chez eux un crédit d'impôt supplémentaire d'une valeur de 750\$ à 1500\$ afin d'adapter leur maison à leur besoin.

Du côté conservateur, Stéphanie Kusie du comté de Calgary Midnapore souligne qu'«on va prendre le temps d'examiner le système en place et des conversations suivront avec les provinces». N'empêche, dans sa plateforme électorale, le Parti conservateur entend créer la Prestation canadienne des soins aux aînés. Celle-ci consisterait à soutenir financièrement les aidants naturels vivant avec un parent âgé de 70 ans et plus. C'est une somme de 200\$ par mois et par ménage qui leur serait versée.



Jeannine DeMoissac accompagnée de ses nièces. Crédit: Courtoisie

## LA CRISE DE LA COVID-19

Jeannine DeMoissac souligne que la crise de la Covid-19 a mis en évidence le manque de personnel et le manque de soin dans les résidences de personnes âgées. Elle explique qu'en raison de cette pénurie, des membres du personnel de la santé ont travaillé d'une résidence à l'autre avec le risque de propager le virus.

Le candidat libéral d'Edmonton-Centre indique que son parti veut instaurer un salaire minimum horaire de 25\$ pour les préposés. «On va également élaborer une loi nationale qui va assurer la sécurité des personnes âgées pour veiller à ce qu'elles aient accès aux soins auxquels elles ont droit».

Si les conservateurs sont portés au pouvoir, Stéphanie Kusie assure qu'ils examineront le système en place et y apporteront des modifications. Une piste de solution serait pour eux d'augmenter le nombre de travailleurs de la santé en faisant appel aux immigrants et aux réfugiés.

Devant paroles et promesses, Jeannine DeMoissac espère que les partis fédéraux apprendront des tragiques événements de l'année dernière. «Il ne faut pas juste réagir à l'urgence, il faut voir ce qu'il est important et le mettre en place avant que les crises arrivent». ▲



Stéphanie Kusie, candidate conservatrice du comté de Calgary Midnapore. Crédit: Courtoisie

CHRONIQUE



Portrait officiel d'Erin O'Toole (2021). Crédit : Flickr.com

## L'IMAGE D'ERIN O'TOOLE

Qui est **Erin O'Toole**? Cette question demeure encore sans réponse pour de nombreux Canadiens. Le chef conservateur n'a pas vraiment eu le temps de se faire connaître avant le déclenchement de la campagne électorale. C'est pourquoi les partis d'opposition tentent de fournir une réponse à cette question avant même qu'il n'y parvienne.

Une réponse facile est de simplement l'associer à Jason Kenney. Ainsi, lorsque les chefs du Parti conservateur et du Nouveau parti démocratique étaient de passage en Alberta, ils ont tout autant sinon plus critiqué Jason Kenney qu'Erin O'Toole. À Calgary, le premier ministre sortant s'en est pris au premier ministre albertain, par exemple en rappelant une déclaration controversée de Jason Kenney qui avait pointé les communautés asiatiques du sud de Calgary pour la propagation de la covid-19. À Edmonton, le chef néo-démocrate n'a pas épargné lui non plus le premier ministre albertain en lui reprochant de diminuer les salaires des infirmières. L'idée est que Jason Kenney devienne un boulet au pied d'Erin O'Toole.

Une tactique qui a parfois fonctionné, comme ce fut le cas lorsque les libéraux de Jean Chrétien associaient, lors de l'élection de 2000, le chef de l'Alliance canadienne Stockwell Day à Ralph Klein et à la privatisation du système de santé. Mais les succès du passé ne sont pas nécessairement destinés à se reproduire mécaniquement dans le présent. Cette façon de faire pourrait se révéler contre-productive, et ce pour deux raisons.

D'une part, en insistant lourdement sur le lien entre Kenney et O'Toole, les opposants pourraient finir par oublier de défendre leur propre programme.

**Dépeindre** négativement son adversaire ne doit pas faire oublier d'avancer des

propositions positives afin de gagner la confiance des électeurs.

FRÉDÉRIC BOILY  
POLITOLOGUE

D'autre part, la stratégie fonctionne pour autant qu'il y ait une certaine vraisemblance dans le propos. À cet égard, le chef conservateur a su assez habilement en début de campagne se démarquer de son homologue albertain avec des politiques ciblées pour aider les personnes handicapées ou encore en proposant, comme il l'a fait en Colombie-Britannique, d'ajouter 1000 lits pour lutter contre les dépendances aux opioïdes.

Enfin, on pourrait aussi ajouter que la plateforme électorale conservatrice semble avoir été plutôt bien accueillie du moins du côté de l'Ontario et des quotidiens à droite. Sans être charismatique, le chef conservateur mène une campagne disciplinée avec suffisamment de promesses qui ne sont pas nécessairement spectaculaires, mais qui apparaissent suffisamment cohérentes pour susciter l'intérêt. De ce point de vue, il n'est pas sans ressembler à Stephen Harper, efficace et répondant plutôt franchement aux journalistes, mais moins idéologique et un peu plus aimable. Surtout, Erin O'Toole a pu éviter, du moins en début de campagne, la plupart des pièges dans lesquels tombait allègrement le précédent chef conservateur, Andrew Scheer.

Certes, le chef conservateur doit encore passer le test des débats des chefs et montrer son agilité linguistique en français. On se rappellera que la dernière campagne s'était en quelque sorte jouée à ce moment lorsque Andrew Scheer avait été incapable de contrecarrer l'idée qu'il était à la solde des conservateurs religieux. Et le plan vert des conservateurs pourrait être jugé insuffisant pour lutter contre les chan-

Spécialiste de la politique canadienne et québécoise, Frédéric Boily est professeur titulaire au Campus Saint-Jean (Université de l'Alberta). Il est l'auteur d'une dizaine d'ouvrages et de collectifs portant sur la droite, le conservatisme et le populisme. Il est aussi chercheur associé au Centre d'expertise et de formation sur les intégrismes religieux, les idéologies politiques et la radicalisation (CEFIR).

Source : Presse de l'Université Laval

### GLOSSAIRE

**DÉPEINDRE**  
Faire le portrait, représenter.

gements climatiques par une partie de l'électorat, précisément par les électeurs qu'il courtise en Ontario et au Québec.

C'est pourquoi, la partie est loin d'être gagnée pour les conservateurs, tout comme pour les libéraux. Ce qui semble pour le moment être une grande inconnue et qui complique la tâche des partis, c'est de savoir ce qui structure l'opinion de fond de l'électorat canadien. La gestion de la quatrième vague et le passeport vaccinal? Les questions environnementales? Ou alors celle concernant le logement abordable?

À moins que les électeurs canadiens ne soient préoccupés par des questions liées à l'économie et à l'inflation qui fait augmenter le coût de la vie. Les deux premières semaines de la campagne ne semblent pas avoir encore donné de réponse claire à cette question. Il se pourrait qu'il faille attendre la dernière semaine de campagne pour voir les électeurs se mettre à scruter avec attention les propositions des partis, ce qui pourrait donner des surprises le soir de l'élection. ▲



SANS ÊTRE CHARISMATIQUE, LE CHEF CONSERVATEUR MÈNE UNE CAMPAGNE DISCIPLINÉE AVEC SUFFISAMMENT DE PROMESSES QUI NE SONT PAS NÉCESSAIREMENT SPECTACULAIRES, MAIS QUI APPARAISSENT SUFFISAMMENT COHÉRENTES POUR SUSCITER L'INTÉRÊT."

### Notre Expérience. Votre Avantage.

Nous exerçons dans plusieurs domaines de droit y compris le droit de l'emploi, litiges de succession/testaments et droit immobilier.

Pierre C. Desrochers, c.r. • C. Vincent Kurata •  
Justin E. Kingston • Céline G. Bégin • Patrick W. Coones

1801 TD Tower, 10088 - 102 Avenue, Edmonton, AB T5J 2Z1  
T 780.426.4660 F 780.426.0982  
www.mccuaig.com



VENTE DE LA  
RENTRÉE  
2021

JUSQU'AU  
30 SEPTEMBRE

carrefour@ualberta.ca  
780-485-8647  
Campus Saint-Jean (8406 91<sup>e</sup> rue)  
Nous sommes ouvert au public!

20% de rabais sur  
TOUT en boutique  
SAUF les vêtements  
(10% de rabais)

Le Carrefour  
Librairie & Boutique



CONGRÈS ANNUEL  
de la francophonie albertaine

*Inspirer la francophonie*

14 AU 16 OCTOBRE 2021 SUR ZOOM



*Inscrivez-vous  
des maintenant!*

[acfa.ab.ca/congres-2021](https://acfa.ab.ca/congres-2021)

## AVIS DE CONVOCATION

Par la présente, vous êtes convoqué(e)s à l'Assemblée générale annuelle de l'ACFA qui aura lieu le samedi 16 octobre 2021 à 14 h 00 sur la plateforme Zoom. L'inscription des participants est obligatoire. On vous demande de vous inscrire avant 12 h 00, le vendredi 15 octobre 2021 au lien suivant : [acfa.ab.ca/congres-2021](https://acfa.ab.ca/congres-2021).

À noter que le lien Zoom et les documents d'information, incluant le procès-verbal de l'assemblée générale annuelle 2020, le procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire 2020, le rapport de la présidence générale, le rapport du vérificateur, les changements proposés aux Statuts et règlements, la Déclaration des principes pour l'opération du Journal Franco-Albertain et le rapport de la Fondation de l'ACFA seront envoyés aux participants le vendredi 15 octobre 2021 en après-midi.

Afin de pouvoir voter durant l'AGA, tout membre doit avoir une adhésion valide à l'ACFA, en date du 16 octobre 2021. Si vous n'êtes pas déjà membre ou si votre adhésion est échue, vous pouvez devenir membre ou renouveler votre adhésion en ligne. Si vous avez des questions, n'hésitez pas à nous contacter au 780.466.1680 ou par courriel à [adhesion.acfa.ab.ca](mailto:adhesion.acfa.ab.ca).

RÉUNION : **Assemblée générale annuelle**

DATE : **Le samedi 16 octobre 2021**

ACCUEIL ET VALIDATION DU STATUT  
DE MEMBRE DES PARTICIPANTS : **Dès 13 h 30**

DÉBUT DE L'AGA : **14 h 00**

LIEU : **Par vidéoconférence (Zoom)**

Le lien de connexion sera envoyé aux participants inscrits le vendredi 15 octobre 2021 en après-midi. Visitez [www.acfa.ab.ca/congres2021](https://www.acfa.ab.ca/congres2021) pour vous inscrire.

## ORDRE DU JOUR PROPOSÉ

1. Ouverture de l'assemblée générale annuelle
2. Mot de bienvenue de la présidence générale de l'ACFA
3. Élection d'une présidence d'assemblée
4. Adoption de l'ordre du jour
5. Adoption et suivi du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle 2020
6. Adoption et suivi du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire 2020
7. Présentation du rapport de la présidence générale de l'ACFA
8. Présentation du rapport de la présidence intérimaire du journal Le Franco
9. Présentation du rapport du vérificateur (ACFA et journal Le Franco)
10. Nomination d'un vérificateur ou d'une vérificatrice
11. Changements proposés aux Statuts et règlements de l'ACFA

*Les changements proposés aux Statuts et règlements sont principalement en lien avec la proposition adoptée lors de l'assemblée générale extraordinaire 2020, relative au journal Le Franco, et le processus d'équité, diversité et inclusion entamé par le CA provincial de l'ACFA.*

12. Adoption de la Déclaration des principes pour l'opération du Journal Franco-Albertain
13. Adoption de la recommandation du CA provincial de l'ACFA concernant la composition du conseil d'administration du journal Le Franco
14. Présentation du rapport de la Fondation de l'ACFA
15. Rapport du directeur de l'élection de l'ACFA : CA provincial de l'ACFA 2021-2023
16. Varia
17. Levée de l'assemblée



■ Céline Bossé, agente pour Réseau santé albertain, s'ennuie de la formule «marché» où chacun pouvait choisir ce qu'il souhaitait emporter. Crédit : Sarah Therrien

# LE MARCHÉ SOLIDAIRE À L'ÉCOUTE DE LA COMMUNAUTÉ

Selon le Rapport sur les prix alimentaires canadiens, le coût de tous les produits alimentaires pourrait augmenter jusqu'à 5 % en 2021. Un phénomène qui n'a pas rendu l'épicerie éphémère, le **Marché solidaire**, indifférent. L'équipe du **Centre d'accueil francophone** et ses partenaires ont répondu au cri du cœur des plus vulnérables.

IJL - FRANCO.PRESSE - LE FRANCO

**U**n soleil radieux brillait sur la Cité de Rocheuses de Calgary pour le premier Marché solidaire organisé pour la rentrée. Les bénévoles en ont ainsi profité pour jumeler deux programmes offerts par les organismes francophones.

C'est donc le 28 août dernier qu'en plus des fruits et des légumes, des sacs à dos remplis de fournitures scolaires ont été offerts aux personnes dans le besoin. Les efforts du Centre d'accueil francophone et de ses partenaires le Centre d'appui familial, le Réseau santé albertain, le conseil scolaire Francosud et de la Paroisse Saint-Famille ont permis de rejoindre 75 familles et 151 enfants venus de toute l'agglomération.

«La rentrée scolaire c'est toujours difficile pour les parents avec des difficultés économiques», souligne Alejandra Aracena, coordinatrice du Marché Solidaire. «On a jumelé le marché avec un autre pro-

gramme qu'on a tous les ans, la distribution de sac à dos avec des fournitures scolaires, en partenariat avec Stephan's backpack society qui nous fournis les sacs, et nous on les distribue

aux familles», poursuit-elle.

Grâce aux dons recueillis lors du Marché solidaire de septembre 2020, l'équipe a pu acheter des paniers de fruits et légumes à l'organisme Fresh Root, qui offre ces denrées à faible coût. En raison de la situation sanitaire, les inscrits ne peuvent pas choisir les aliments à emporter.

La formule de marché est donc mise de côté au profit du panier, ce que déplore Céline Bossé, diététiste et membre du Réseau santé albertain. «Avec le panier, on ne sait pas s'ils savent comment cuisiner ces aliments», souligne-t-elle en ajoutant que cette formule demande plus de travail, car il faut faire des emballages individuels.

## UNE NOUVELLE CLIENTÈLE

«La pandémie a aidé certaines familles qui avaient un salaire moindre que le 2 000\$ que [le gouvernement] donnait par mois. Par contre, d'autres familles qui gagnaient beaucoup plus se sont retrouvées sans emploi», explique Alejandra Aracena.

En effet, au mois de juillet, le taux de chômage de l'Alberta se situait en quatrième position au pays. Comme l'observe l'équipe, c'est une nouvelle clientèle qui requiert les services du marché solidaire. Marie-Ève fait partie de ces nouvelles personnes qui profitent de ce moment de générosité. Maman d'un garçon qui entrera en quatrième année, elle est ravie du contenu des sacs. Est-ce

“  
LA RENTRÉE  
SCOLAIRE  
C'EST TOU-  
JOURS DIF-  
FICILE POUR  
LES PA-  
RENTS AVEC  
DE DIFFICUL-  
TÉS ÉCONO-  
MIQUES.”

Alejandra Aracena



■ Alejandra Aracena, coordinatrice au Centre d'accueil francophone de la Cité des Rocheuses. Crédit : Sarah Therrien.



■ Hélène est ravie de pouvoir choisir parmi ces livres gratuits car ses enfants raffolent de la lecture. Crédit : Sarah Therrien



SARAH THERRIEN  
JOURNALISTE

**GLOSSAIRE****REMÉDIER**

Agir en vue de faire diminuer ou disparaître les effets néfastes de quelque chose

que cela sera utile ? «C'est sûr que oui», s'exclame-t-elle sans hésiter. Elle s'est d'ailleurs déjà inscrite pour le Marché solidaire de Noël.

Pour Hélène aussi, il s'agit de sa première visite au marché. Elle a

entendu parler de l'événement par son garçon qui fréquente l'école Sainte-Marguerite-Bourgeoys. «Mes enfants aiment lire», souligne-t-elle en voyant les bacs de livres à donner fournis par la bibliothèque du Centre d'accueil francophone.

**QUATRE BOUGIES À SOUFFLER EN DÉCEMBRE**

Comment le marché solidaire a-t-il démarré ? «C'est vraiment une belle histoire», répond Alejandra, la coordinatrice du Marché Solidaire, en riant. Elle qui a grandi au Québec a connu «les Magasins-Partage». Un regroupement de 721 magasins qui aident au développement de la sécurité alimentaire sur l'île de Montréal.

Alors lorsqu'elle arrive en Alberta, «j'ai remarqué qu'il n'y avait pas ce genre d'organisme. J'ai pris toutes les informations et on l'a adapté aux besoins de notre communauté». C'est ainsi que cela a commencé!

Alors qu'il est attendu que les conséquences COVID-19 continuent d'avoir un impact sur le prix des aliments, les organismes francophones de Calgary se retroussent les manches pour y **remédier**. «Le marché solidaire c'est pour servir la communauté francophone», conclut Alejandra Aracena. ▲



Le jeune Mamoun a accompagné sa maman Meriam, conseillère au Centre d'accueil francophone pour la journée. Assigné à la table de fruits et de légumes, il a pu aider avec joie Céline Bossé pour la distribution des sacs. Crédit : Sarah Therrien



L'équipe termine quelques préparatifs avant l'arrivée des familles. Crédit : Sarah Therrien



Les conséquences COVID-19 continuent d'avoir un impact sur le prix des aliments, les organismes francophones responsables du Marché solidaire se retroussent les manches pour y remédier.

# JE M'ABONNE / J'OFFRE LE FRANCO



**1** Je choisis l'abonnement papier de 24 numéros à **48\$ / an.**

Merci de m'envoyer en plus la version PDF gratuitement pendant 1 an

**2** Je choisis l'abonnement numérique uniquement à **24\$ / an.**

NOM

ADRESSE

VILLE

PROVINCE

CODE POSTAL

TÉLÉPHONE

COURRIEL

À renvoyer accompagné de votre règlement par chèque à :

Le Franco  
Pavillon II, Suite 303  
8627, Rue Marie-Anne Gaboury (91 St) NW, Edmonton,  
AB T6C 3N1

Ou pour plus de facilité, payez par carte bancaire en vous connectant sur notre site WEB [lefranco.ab.ca/abonnement](http://lefranco.ab.ca/abonnement)

Des questions?

[reception@lefranco.ab.ca](mailto:reception@lefranco.ab.ca)



**LA RÈGLE DE  
GRAND-MÈRE  
GRAMMAIRE**

**Les homophones grammaticaux:** Ce sont des mots qui se prononcent et que l'on entend de la même façon mais qui s'écrivent différemment.

Ils n'ont pas la même nature grammaticale et il ne faut pas les confondre. Voici un petit truc pour ne plus se tromper.

**Ou et Oû:** Le premier peut être remplacé par «ou bien», il signifie qu'il y a un choix. Le second est un adverbe de lieu.

**Où ai-je encore mis mes écouteurs? J'ai dû les oublier à l'école ou dans mon sac de sport!**

**Je dois m'acheter un polo bleu ou rouge. Où pourrais-je aller pour avoir du choix?**



**DU BALAI!**

L'expression «**du balai!**» est utilisée pour donner l'ordre à une personne de s'en aller. Elle signifie «va-t'en, je ne veux plus te voir ici!»

**Laisse moi travailler, du balai!**

**Arrête de trainer dans mes pattes, du balai!**

L'origine vient de l'usage qu'on fait du balai, utilisé pour pousser la saleté, les poussières, hors de la maison.

**OPINION**



Ces pages sont les vôtres. Le Franco permet à ses lecteurs et lectrices de prendre la parole pour exprimer leurs opinions. Retraité et professeur émérite, Paul Dubé a enseigné la littérature française, québécoise et franco-canadienne au Campus Saint-Jean (après avoir passé trente ans au Département des langues modernes de la UdeA), domaines dans lesquels il a beaucoup publié. Il a été directeur de la revue internationale *Francophonies d'Amérique* de 2000 à 2005, co-demandeur dans la cause Mahé, fondateur du Groupe de recherche sur l'inter-transculturalité et l'immigration (GRITI), et président du Conseil d'administration du Centre d'accueil et d'établissement d'Edmonton.

## LE CLERGÉ CATHOLIQUE DÉFEND SA GESTION DES ÉCOLES RÉSIDENTIELLES : CONVAINCANT OU INCRIMINANT?

Il est difficile d'imaginer que quelqu'un au Canada ne sache pas que les rapports entre les Premières nations et le clergé catholique canadien sont très tendus sur la question des écoles résidentielles. Peu comprennent, cependant, l'attitude et le positionnement dudit clergé confronté aux responsabilités (morale, financière et sa complicité) qui lui sont imputées dans cette pénible histoire. L'homélie\* de l'abbé Pierre-René Côté du 18 juillet 2021 présentée au «Jour du Seigneur» à Radio Canada, commentée et analysée ici, nous donne un aperçu de son raisonnement : convaincant ou incriminant encore davantage ?...

Paul Dubé

**L**e cardinal Reinhard Marx, archevêque de Munich et Freising, le meneur d'une réforme ecclésiastique en Allemagne dans la foulée du déluge de la pédocriminalité du clergé catholique qui balaie le pays (et le monde), a récemment démissionné de son poste en invoquant une sorte de responsabilité ministérielle malgré son «innocence» personnelle avérée.

Il dit devoir partager en tant que membre de la hiérarchie de l'église l'imputabilité de la catastrophe desdits abus sexuels qui durent depuis des décennies, et il conçoit son geste comme une exigence de réforme dont doit se saisir le clergé catholique. On ne peut qu'admirer son attitude et son engagement exemplaires qui n'ont cependant pas été accueillis de la même façon par le pape qui a refusé d'accepter sa démission.

La philosophe Hannah Arendt a composé, à la suite à sa couverture journalistique du procès d'Adolph Eichmann à Jérusalem en 1961, un livre qu'elle a intitulé *La banalité du mal*. La défense de ce fonctionnaire du régime nazi reposait sur le fait que, comme de nombreux régimes gouvernementaux, l'état imposait à ses employés une obéissance totale au diktat de ses politiques dont ici, celles d'éradiquer de la terre la présence juive.

Eichmann s'est donc défendu en invoquant son rôle de fonctionnaire modèle, détaché de toute responsabilité quant aux politiques de génocide perpétrées par le régime nazi. D'où l'argument de Arendt quant au refus de tout positionnement moral – la banalisation du mal – de l'individu Eichmann, engagé dans l'exercice d'une fonction à des fins meurtrières et génocidaires.

Ainsi, les justifications du pape dans son refus d'accepter la démission du cardinal Marx n'évoquent rien d'autre qu'une banalisation du mal dans son choix d'associer ledit mal à des péchés

quand ce ne peut être que des actes criminels, et doublement criminels par la pro-

**“ POUR FINIR, LE PAPE REFUSE D'ASSUMER SES RESPONSABILITÉS COMME L'ONT FAIT SES DEUX DERNIERS PRÉDÉCESSEURS EN PROPOSANT QUE C'EST "À CHACUN DES ÉVÊQUES DE DÉCIDER COMMENT IL DOIT AGIR FACE À CETTE CATASTROPHE.”**

tection accordée aux coupables (jeu outrancier de chaises musicales d'une paroisse à une autre pour masquer le crime des uns et des autres...).

Et de plus, d'inciter le cardinal à comprendre les "délits" dans le contexte historique de leur époque (comme si une époque se prêtait mieux qu'une autre à cet énorme déficit moral du clergé et comme si ça n'avait plus lieu!) et d'inscrire cette situation dans l'histoire du péché qui assaille l'église.

Pour finir, le pape refuse d'assumer ses responsabilités comme l'ont fait ses deux derniers prédécesseurs en proposant

que c'est «à chacun des évêques de décider comment il doit agir face à cette catastrophe».

La lecture de l'homélie de l'abbé Pierre-René Côté présentée dimanche 18 juillet à l'émission de Radio Canada, «Le Jour du Seigneur», nous ramène dans le même tracé que celui établi par le pape dans le contexte de la pédocriminalité du clergé catholique dans le monde entier, soit du refus de son imputabilité dans les affaires d'abus, y compris celui de reconnaître son déficit moral quant à la problématique question des écoles résidentielles.

Pour justifier sa bonne foi dans cette triste histoire des pensionnats d'enfants autochtones, le clergé canadien se défend, par les voix multiples récitant cette homélie (si on comprend bien l'origine et la diffusion du texte) en blâmant l'ignorance de cette politique à l'époque et, chez les francophones, les luttes pour la sauvegarde du français qui les «occupaient». Dans le même souffle, l'auteur du texte trahit cet énoncé disculpant le clergé en déclarant que «l'opinion publique catholique n'aurait pas supporté la politique d'assimilation des autochtones pratiquée dans les pensionnats si nous l'avions connue».

Or, le clergé catholique et ses fidèles paroissiens peuvent-il invoquer encore aujourd'hui, après trente ans de révélations de criminalité, l'ignorance et une autre catégorie de préoccupation pour expliquer leurs rapports (silence, protection des abuseurs-criminels, des milliers de victimes aux vies gâchées, refus de leur imputabilité sociale et financière) face aux abus sexuels perpétrés par une partie de son clergé dans le monde entier ?

Dans cette logique, la «politique d'as-

similation» des enfants autochtones est pire que la pédocriminalité du clergé puisque les catholiques semblent tacitement l'accepter aujourd'hui en continuant leur pratique quotidienne et-ou hebdomadaire, à quelques exceptions près! D'ailleurs, si le pape lui-même, comme ses prédécesseurs, ne voit dans ces crimes que des péchés (une perspective partagée et répétée par de nombreux pratiquants et acceptée dans le comportement des autres qui maintiennent leur pratique publique habituelle), il est attendu que le clergé catholique ne peut assu-

mer sa faillite morale dans l'histoire des écoles résidentielles.

D'ailleurs, dans les premières minutes de l'homélie, le texte prête au clergé le même positionnement que le fonctionnaire Eichmann en insistant sur la



**GLOSSAIRE**

**EUPHÉMISME**  
Atténuation d'une idée dont l'expression directe aurait quelque chose de brutal, de déplaisant.

responsabilité du gouvernement du Canada – nommé et répété six (6) fois dans un court paragraphe - qui a «institué» lesdites écoles, «prescrit le programme», dont la police «allait chercher les enfants», qui obligeait à «enseigner» dans «la langue imposée» le programme prescrit «selon la pédagogie de l'époque pour atteindre les objectifs fixés».

Nulle part y a-t-il dans le texte une quelconque *mea culpa*, seulement les platitudes habituelles sur les «brebis» catholiques, ces enfants de Dieu, et que Celui-ci «va prendre le relai devant notre incompetence»; ou encore, cet appel de Dieu: «devenez saints, vous aussi, dans votre comportement (...) car moi je suis saint»...

On cite à la fin de l'homélie un certain Ovide Bastien (journaliste, prêtre, citoyen?) dont la réflexion (répétée deux fois mots pour mots dans la citation) a été publiée dans *Le Devoir* du 3 juillet dernier, qui demande «si ce grand vent de colère et de condamnation qui s'élève contre les communautés religieuses ne représente pas une sorte de déculpabilisation collective?» Que nous sommes «en train de verser dans la diabolisation des uns afin de nous disculper» et, ajoute-t-il, «en transformant en monstre (je souligne) ceux et celles qui (...) étaient même, par leur esprit de dévouement et sacrifice, nos héros».

Si dans le texte on use d'**euphémisme** pour parler des «autochtones blessés» par les écoles résidentielles, on exagère le vocable pour qualifier la culpabilité de «nos héros», contribuant ainsi à produire un discours qui allège le mal des victimes et amplifie le déficit moral du clergé coupable pour en caricaturer l'ampleur...

La vérité se situe ailleurs... ▲

\*Texte de l'homélie écrit par Marc-André Gingras, msc, le 11 juillet 2021.

**PAUL DUBÉ**  
À TITRE CITOYEN



Parure traditionnelle lors de certains événements. Crédit : Jessica R. Durling – IJL

## PEUPLES AUTOCHTONES : UN LEXIQUE POUR COMPRENDRE QUELS TERMES EMPLOYER

Ces dernières mois, les découvertes successives de centaines de tombes non identifiées d'enfants près d'anciens pensionnats autochtones ont mis les Canadiens face à un pan de leur histoire la plus sombre. Depuis, des citoyens s'éduquent, discutent et participent à des marches en soutien aux peuples autochtones dont les droits les plus fondamentaux ont été bafoués. Dans ce contexte sensible, Francopresse s'est attaché à produire un lexique des termes de bases à utiliser pour éviter que les mots ne blessent autant que les actes.

### FRANCOPRESSE

**TERMES GÉNÉRAUX**  
**Peuples autochtones** : Terme utilisé au paragraphe 35 (1) de la Loi constitutionnelle de 1982, qui reconnaît et confirme les droits existants — ancestraux ou issus de traités — des peuples autochtones. Selon le paragraphe 35 (2), ce terme s'entend des Indiens (Premières Nations), des Inuits et des Métis du Canada.

• **Premiers peuples** : Terme utilisé à l'occasion à la place de «peuples autochtones». Ce terme ne revêt pas de signification juridique.

• **Premières Nations** : Terme désignant tous les Indiens, inscrits et non inscrits, ainsi que leurs collectivités. Bien qu'il ne soit pas défini dans la Loi sur les Indiens, il est maintenant utilisé dans la plupart des lois canadiennes (p. ex. Loi concernant les enfants, les jeunes et les familles des Premières Nations, des Inuits et des Métis).

• **Chef** : Personne à la tête du gouvernement d'une Première Nation en vertu du régime de la Loi sur les Indiens. Le chef et ses conseillers, lesquels forment le conseil de bande, sont élus en fonction de divers systèmes électoraux.

Ce modèle de gouvernance n'est pas traditionnel chez les Premières Nations. Traditionnellement, certaines Premières Nations avaient des structures de gouvernance héréditaires. Certaines d'entre elles ont maintenu leurs institutions traditionnelles, parallèlement au régime de la Loi sur les Indiens. Les rôles et responsabilités contemporains des chefs héréditaires varient d'une communauté à l'autre.

• **Inuits** : Peuple circumpolaire vivant principalement dans l'Inuit Nunangat, le territoire couvrant la terre, les glaces et les

eaux du Nunavut, du Nunatsiavut (nord du Labrador), du Nunavik (nord du Québec) et de la région désignée des Inuvialuits (nord du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest).

En inuktitut, «langue parlée par les Inuits qui habitent la partie orientale de l'Arctique canadien», «Inuit» signifie «le peuple». Par conséquent, l'expression «peuple inuit» est à éviter.

En anglais, le mot «Inuk» est la forme singulière du mot «Inuit» et sert à désigner une seule personne. En français, on accorde «Inuit» en genre et en nombre. Autrefois, les Inuits étaient appelés «Esquimaux», un terme aujourd'hui considéré péjoratif.

Il convient de noter que les Inuits et les Innus ne sont pas le même peuple : les Innus forment une Première Nation habitant le nord-est du Québec et le sud du Labrador.

• **Les Innus** (parfois appelés «Montagnais» ou «Naskapis») : Peuple autochtone vivant dans les régions subarctiques et boréales du Québec et du Labrador. Le recensement de 2016 dénombre 27755 personnes se disant d'ascendance innue/montagnaise, tandis que 1085 autres s'identifient comme Naskapis. *Source : L'Encyclopédie canadienne, Innu (Montagnais-Naskapi)*

• **Métis** : L'identité métisse se définit de différentes façons. Les Métis peuvent être décrits comme «les personnes dont les ancêtres habitaient l'ouest et le nord du Canada et ont reçu une terre ou un certificat de Métis». Autrement dit, il s'agit des descendants de la nation métisse historique.

Une définition plus large inclut les personnes d'ascendance mixte (Autochtone et non Autochtone) qui s'identifient comme Métis.

Dans le jugement Powley de 2003, la Cour suprême du Canada a retenu trois facteurs principaux comme indicateurs de l'identité métisse : l'auto-identification, les liens ancestraux et l'acceptation par la communauté.

• **Réserve** : Une réserve est une terre réservée aux membres d'une Première Nation pour qu'ils l'occupent et l'utilisent. À ne pas confondre avec un «territoire revendiqué», un terme qui englobe toutes les terres traditionnelles de la Première Nation en question, c'est-à-dire un territoire bien plus grand qu'une réserve. *Source : Atlas des peuples autochtones du Canada, Foire aux questions*

• **«Survivante» plutôt que «victime»** : Dans son Lexique terminologique, l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA) a «choisi d'utiliser le terme "survivante" pour désigner les personnes qui ont vécu la violence, reconnaissant que l'usage de ce terme ne constitue pas un appel lancé aux personnes afin qu'elles "se dépêchent de guérir".

Une variante respectueuse consiste à éviter complètement d'utiliser un terme, et de simplement faire référence aux «personnes qui ont vécu la violence» ou à «celles qui ont vécu la violence». Exception : Si le terme «victime» est nécessaire dans le contexte du système de justice pénale.»

### TERMES PARTICULIERS AU DROIT

• **Droits ancestraux** : Ensemble de droits protégés par la Constitution canadienne que détiennent les peuples autochtones en vertu de leur occupation et de leur utilisation historique du territoire en tant que sociétés distinctes ayant leurs propres pratiques, coutumes et traditions.

• **Titre ancestral** : Droit collectif d'occupation et d'utilisation exclusives d'un territoire par un groupe autochtone.

• **Droits issus des traités** : Droits définis dans les traités historiques et modernes négociés entre la Couronne et les peuples autochtones.

• **Indien** : Bien que **désuet**, le terme «Indien» a un sens juridique précis selon la Loi sur les Indiens et son utilisation peut être indiquée dans certaines circonstances. Il désigne généralement les Indiens inscrits, les Indiens non inscrits et les Indiens visés par un traité. Le terme «Premières Nations», qui n'a pas de sens juridique, est maintenant largement accepté en remplacement du terme «Indiens».

• **Loi sur les Indiens** : Instaurée en 1876, la Loi sur les Indiens est le principal texte législatif sur lequel s'appuie le gouvernement fédéral pour administrer les réserves et les gouvernements locaux des Premières Nations. Elle énonce les obligations du gouvernement à l'égard des peuples des Premières Nations et définit le «statut» — la reconnaissance juridique de l'héritage d'un membre d'une Première Nation, qui lui procure certains droits, comme celui de vivre dans une réserve. Cette loi demeure la première ressource définissant les interactions entre le gouvernement fédéral et les membres des Premières Nations du Canada. *Source : Atlas des peuples autochtones du Canada, Foire aux questions*

Les termes de ce lexique ont été réorganisés par thèmes. La source principale est le site de la Colline parlementaire «Notes de la Colline», qui fait partie de la Bibliothèque du Parlement canadien. D'autres sources ont été utilisées, auxquelles celles-ci sont indiquées à la fin de la définition du terme concerné. ▲

“  
 INSTAURÉE EN 1876, LA LOI SUR LES INDIENS EST LE PRINCIPAL TEXTE LÉGISLATIF SUR LEQUEL S'APPUIE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL POUR ADMINISTRER LES RÉSERVES ET LES GOUVERNEMENTS LOCAUX DES PREMIÈRES NATIONS.”

### GLOSSAIRE

**DÉSUET**  
 Qui n'est plus utilisé, qui n'est plus usité

### AUTRES RESSOURCES LEXICALES

LEXIQUES DES LANGUES AUTOCHTONES DU BUREAU DE LA TRADUCTION DU GOUVERNEMENT DU CANADA

LEXIQUE TERMINOLOGIQUE DE L'ENQUÊTE NATIONALE SUR LES FEMMES ET LES FILLES AUTOCHTONES DISPARUES ET ASSASSINÉES

L'ABC DES AUTOCHTONES D'ESPACES AUTOCHTONES DE RADIO-CANADA

**SUGGESTION  
CULTURELLE  
DU FRANCO!**


Les suggestions de cette semaine sont proposées par **Arnaud Barbet**, journaliste



• **Thankful N' Thoughtful**, Bettye LaVette,

Connaissez-vous la musique soul, le blues? Peu importe, cet album sorti en 2012 pour les 50 ans de carrière de cette artiste incroyable est un chef d'oeuvre pour l'oreille. Vous aimerez sans modération!



• **Neige**, Maxence Ferminé, Édition Points

Une pause dans le temps et dans l'espace. Il vous suffira de quelques inspirations pour lire ce court roman qui vous emmènera dans le monde du Haïku. Une prose japonaise née au XV<sup>e</sup> siècle.



• **Itinéraire d'un enfant gâté**, de Claude Lelouch

Difficile de ne pas rendre hommage à Jean-Paul Belmondo... "Bebel" s'efface,

Belmondo apparaît, accompagné de Richard Anconina, pour un film d'une humanité extraordinaire.

Le parcours croisé d'un entrepreneur à succès (Sam Lion) à la recherche de soi, et de l'un de ses employés (Albert Duvivier) doux rêveur, à l'ambition discrète.

**PARTAGEZ-NOUS  
VOS SUGGESTIONS  
À RÉDACTION@  
LEFRANCO.AB.CA**



Marie-Josée Lefebvre, entourée de ses amis et de sa famille lors de son départ de Toronto. Crédit : David Grimes

## 500 KM À VÉLO ET 100 LETTRES D'ENFANTS POUR L'EAU POTABLE DANS LES RÉSERVES

Enseignante dans une école francophone de Toronto, **Marie-Josée Lefebvre** a pédalé cet été les 500 km qui la séparent du Parlement à Ottawa pour attirer l'attention sur le manque d'accès à l'eau potable dans des réserves autochtones au Canada. Une fois arrivée à destination, l'enseignante a lu sur place une centaine de lettres écrites par ses élèves et d'autres jeunes Ontariens, choqués de cette iniquité. Elle espère désormais amener le projet à l'échelle nationale.

### FRANCOPRESSE

**L**e tout a commencé alors que Marie-Josée Lefebvre enseignait l'histoire canadienne à l'époque de John A. Macdonald à ses élèves de 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> année. «En même temps qu'on parlait de lui, ses statues se faisaient bousculer, décapiter un peu partout [...] C'était une bonne façon de conscientiser les élèves», se rappelle l'enseignante.

Au même moment, le sujet des ressources naturelles était au programme, et l'enseignante a présenté à ses élèves le documentaire *L'eau, c'est la vie*, qui traite des répercussions de la contamination dans les Grands Lacs.

Emboitant les morceaux du casse-tête, Mme Lefebvre a proposé à chacun de ses élèves d'écrire une lettre au gouvernement — pour inclure les apprentissages au curriculum d'écriture — où ils demanderaient aux élus de fournir de l'eau potable aux 31 communautés autochtones qui n'en ont toujours pas au pays.

### «J'PEUX PAS IMAGINER»

Au moment où elle s'appropriait à donner les consignes du travail, 215 tombes non marquées ont été découvertes près d'un ancien pensionnat à Kamloops, en Colombie-Britannique. «J'étais chez moi le soir, je me suis demandé comment en parler le lendemain», se souvient Marie-Josée Lefebvre.

Elle s'est décidée pour la lecture d'un passage d'un texte portant sur les réalités des pensionnats autochtones et qui débutait par «Imagine», dont le titre lui échappe aujourd'hui.

«C'est grâce à Cindy Blackstock, une grande défenderesse des droits humains des enfants autochtones,

que j'ai trouvé ce passage. Il faisait partie d'une trousse qu'elle a publié sur Twitter pour aider les enseignants à aborder le sujet [de Kamloops] avec les jeunes», ajoute-t-elle.

Marie-Josée Lefebvre a ensuite invité ses élèves à commencer leur lettre par «I can't imagine», ou «J'peux pas imaginer», et à la conclure par leur demande au gouvernement.

Elle a préféré laisser les enfants écrire dans la langue de leur choix et ne pas rendre l'exercice obligatoire pour «que ça vienne d'eux, qu'ils l'écrivent s'ils voulaient l'écrire».

«J'ai ressenti qu'il y a eu un moment de conscientisation [...] La maturité est vraiment ressortie dans leurs lettres, constate l'enseignante. Toutes les lettres m'ont touchée par leur intelligence.»

### UN PROJET RASSEMBLEUR

Pour éviter que le projet ne soit laissé de côté avec l'arrivée des vacances estivales, l'enseignante a réfléchi à la meilleure manière d'attirer l'attention du gouvernement sur les mots des élèves.

Si elle a d'abord pensé marcher jusqu'au Parlement — une épopée qui aurait nécessité plusieurs semaines —, l'idée de s'y rendre à vélo s'est finalement imposée. «Une fois que l'idée était partie, on dirait que je n'avais plus trop de travail!» se réjouit celle qui n'avait toutefois jamais fait de voyage à vélo auparavant.

Petit à petit, une communauté s'est formée autour de l'enseignante; des amis ont créé une page Facebook et un compte

Instagram pour le projet, des gens de London et de Kingston ont accepté de récolter des lettres que Marie-Josée Lefebvre pourrait récupérer sur son trajet. «C'est là que j'ai vu le pouvoir des médias sociaux», note-t-elle.

Un ami de Marie-Josée Lefebvre, Don Kerr, a même écrit une chanson.

Le périple a débuté le 16 août. Pendant 10 jours, la cycliste a sillonné les routes de l'Ontario à raison de 40 à 60 km par jour : «C'est la première journée qui a été la plus difficile!» précise-t-elle.

À son arrivée au Parlement d'Ottawa, le 25 août, l'enseignante s'est attelée à la tâche de lire les mots écrits par ses élèves et ceux récoltés en chemin, en anglais et en français.

«J'étais tellement fière d'eux [...] C'était touchant. La voix des enfants vient d'une grande vérité en dedans d'eux, qu'ils ne comprennent vraiment pas — "pourquoi ils n'ont pas d'eau? Moi j'ai de l'eau". C'est inconcevable pour eux. Nous, comme adultes, ce qui est très triste c'est qu'on s'est habitués, comme à plein d'autres injustices. Sans ça, la vie est trop dure, mais les jeunes

sont encore passionnés et sensibles à ces causes-là.»

Marie-Josée Lefebvre a lu la moitié des lettres le jour de son arrivée, et l'autre moitié le lendemain, en compagnie de ses deux nièces.

À son grand **désarroi**, presque aucun politicien n'a toutefois répondu à ses messages, bien qu'elle en ait identifié plusieurs sur ses publications en ligne. «Il y a seulement Paul Taylor du NPD qui m'a souhaité bonne chance et m'a remerciée de faire ça», indique-t-elle.

### ÉTENDRE LE PROJET À L'ÉCHELLE DU PAYS

L'enseignante a finalement renoncé à l'idée d'envoyer les lettres au gouvernement, pour une simple et bonne raison : «Ils vont les sacrer à la poubelle! Je ne leur fais pas confiance avec ces œuvres-là.»

Marie-Josée Lefebvre a plutôt décidé de tenter de porter le projet à l'échelle nationale : «Mon arrivée au Parlement, je voudrais que ça soit le début de la campagne, pas la fin [...] Je suis en train de conceptualiser comment je vais amener ça à l'échelle du pays. Que ces lettres-là, on les voie, qu'on entende les enfants.»

Plusieurs enseignants l'ont d'ailleurs contactée pour reproduire le projet avec leurs propres élèves. L'instigatrice réfléchit aux avenues à explorer : «Les profs pourraient écrire les lettres avec leurs élèves, selon le niveau scolaire [...] puis peut-être faire un voyage de classe pour se rendre au bureau de leur député à vélo, et que chaque enfant lise sa lettre. Les profs pourraient filmer, et ensuite je ferais quelque chose que le gouvernement ne pourrait juste pas ignorer. Que ça soit vraiment la voix des enfants qui ne peuvent pas s'imaginer.» ▲

«Je ne peux pas imaginer ne pas pouvoir avoir une bouteille remplie d'eau froide agréable pendant une longue balade de vélo. Je ne peux pas imaginer ne pas boire de l'eau quand j'ai soif. Nous avons tous besoin d'eau.» — Noémie

«Le Canada est un pays assez riche pour donner de l'eau potable à toute la population [...] Les Autochtones sont des humains comme les autres et ils méritent les mêmes opportunités que le restant de la population. NON à l'injustice, OUI à l'égalité!» — Marie Poulanc et Jimi-René Poulanc

«Je ne peux pas imaginer que mes voisins, qui vivent parfois à quelques dizaines de kilomètres de chez moi, ne puissent pas boire l'eau du robinet comme moi, je peux le faire.» — Gwenola, Toronto

### GLOSSAIRE

#### DÉSARROI

Sentiment de tristesse, d'angoisse, de frustration

# L'ESPRIT DU SPORT DÉNATURÉ

**T**echniques en tous genres, programmes de mise en forme, culte du corps et de la performance, emballage médiatique : tout concourt à valoriser le sport et sa démocratisation. Après tout, qui s'en plaindrait ? Le sport, c'est bon pour la santé ; c'est, dit-on, indispensable pour garder un équilibre psychologique ; bref, individuel ou collectif, le sport est devenu la nouvelle religion (ersatz) des temps modernes.

Mais il n'en a pas toujours été ainsi.

**“ C'EST AU 20E SIÈCLE, [...] QUE LE SPORT DEVIENDRA L'UN DES PHÉNOMÈNES SOCIOLOGIQUES LES PLUS IMPORTANTS DE L'HISTOIRE RÉCENTE. ”**

Étienne Haché

devenu pour cette raison un tabou. Au sujet du sport, point de débat ; il y a unanimité. Ainsi, au café du coin, les réfractaires n'ont qu'à bien se tenir.

## LE SPORT, REFLET DE LA MONDIALISATION

Ce qu'il convient d'appeler la mondialisation du sport par le biais du soccer, du basketball, du tennis ou encore des Jeux olympiques, ne signifie pas de ce point de vue le déclin de l'Occident, mais plutôt la conversion de toutes les autres cultures sportives civilisationnelles à ce que le monde occidental, notamment l'Europe, a inventé aux 17e et 18e siècles avec la modernité.

Cette sorte d'«emprise» mondiale du sport, qui touche d'ailleurs toutes les catégories sociales, ne se limite pas nécessairement à la fameuse question soulevée par un autre philosophe, Michel Serres (Corps, 2017) : qui va gagner ? Certes, les enjeux de la victoire et de la défaite sont importants dans le sport, avec des budgets et des financements colossaux, sans compter les nombreux paris sportifs ; au point même que certains en sont venus à dénoncer l'esclavage par l'argent et par la performance à tout prix, qui tue, selon eux, l'esprit sportif.

Reste que, avant même de pronostiquer sur la victoire, la question centrale qui se pose dans le sport d'aujourd'hui concerne l'emprise qui s'effectue sur les consciences et sur les corps. Gageons que si certains capitaines d'industrie ou de riches personnalités du monde des affaires et du pétrole consentent à investir des sommes considérables dans une équipe professionnelle ou pour tel joueur susceptible de favoriser de nouveaux titres et coupes, ce n'est peut-être pas seulement

**“ [...] LA QUESTION CENTRALE QUI SE POSE DANS LE SPORT D'AUJOURD'HUI CONCERNE L'EMPRISE QUI S'EFFECTUE SUR LES CONSCIENCES ET SUR LES CORPS. ”**

Étienne Haché

pour le prestige personnel et la notoriété ; c'est aussi au nom d'une logique dominante centrée sur l'adulation du corps.

**LIBÉRER LE CORPS DE L'ESPRIT POUR ÊTRE PERFORMANT**

Contrairement à l'idée répandue selon laquelle, à travers le sport, nous célébrons les corps — comme le faisaient les «vainqueurs [...] autour du stade» dans l'Antiquité grecque (Platon, La République, 621d) —, la pratique sportive moderne apparaît davantage comme une haine absolue du corps, jusqu'à le faire passer de vie à trépas. Le renoncement à son corps spontané, son corps faible, ce mauvais cheval comme dirait Platon (l'Attelage ailé : Phèdre, 246 sq), ne vise rien de moins qu'à se doter d'un corps maître, transfiguré et dominateur. D'ailleurs, les sportifs ne parlent plus d'esprit ou d'âme, mais de mental.

Transformée en muscles par le corps, l'âme finit par s'opposer à la complexité humaine en repoussant les forces psychiques qui perturbent l'attention vers la réussite. La nouvelle psychologie du sportif — qu'incarnent des équipes comme l'Ajax d'Amsterdam ou encore le Bayern de Munich où évolue la star canadienne du ballon rond Alfonso Davis —, est ainsi réduite à une obsession — que la répétition des gestes et des mouvements révèle jusqu'à la nausée, aux mutilations et aux blessures —, à savoir : la victoire, le gain, la performance.

Mais, après, que reste-t-il du sportif ? Retour éternel du même, à savoir : le même système que, dans son parcours professionnel, un excellent joueur de hockey, Stéphane Richer — le seul du Canadien de Montréal après Guy Lafleur à marquer 50 buts deux saisons consécutives —, dut affronter pendant des années. Moqué, ridiculisé publiquement, peu écouté par les dirigeants du tricolore, Richer était sujet à la dépression («Richer, le marqueur de 50 buts...», Radio-Canada, avril 2018).

## À CEUX QUI RÊVENT ENCORE...

Je m'en voudrais de conclure cette chronique sur une note négative. De nombreuses fédérations sportives, incluant notamment le Fusion d'Edmonton, ont à cœur de faire évoluer la jeunesse dans des conditions favorables. J'ai moi-même un fils de 17 ans plein d'énergie qui rêve de briller au soccer. Il ne s'agit donc pas de refuser aux jeunes l'espoir d'un **accomplissement** par le sport.

La question est plutôt de savoir si une autre conception du sport que celle que je viens d'évoquer, pour peu que ma description soit conforme à la réalité, est possible. Admettons que l'approche du sport qui prévaut aujourd'hui n'autorise pas des questionnements. Que faire, que dire alors à des jeunes toujours émerveillés par la compétition, sinon que le corps n'est pas qu'une machine ?

Si l'entourage familial est important pour se réaliser dans le sport, le rôle des entraîneurs est essentiel pour préserver son humanité. Gardons l'espoir qu'en tenant l'athlète abouté à l'un — l'entraîneur humaniste — et à l'autre — le parent sportif —, il saura s'épanouir et devenir la fierté de tout un peuple. ▲



Banff  
National Park

Parc national  
Banff

Inspiring careers start here.  
Une **carrière** stimulante commence chez nous.

## Répartiteur (inventaire) (GS-PRC-05)

- Conservation des ressources – Unité de gestion Banff
- Occasion d'emploi d'une durée déterminée
- De 27,22 \$ à 29,57 \$ l'heure (en cours de révision)

Les demandes doivent être reçues au plus tard le  
**30 septembre, 2021, le 29 octobre, 2021, et le 30 novembre, 2021 à 23:59 heure du pacifique**

Pour présenter une demande, visitez notre site web :

**parcscanada.gc.ca**

## Dispatcher (Inventory) (GS-PRC-05)

- Resource Conservation – Banff Field Unit
- Term employment opportunity
- From \$27.22 to \$29.57 per hour (currently under review)

Applications must be received by  
**September 30, 2021, October 29, 2021 and November 30, 2021, at 23:59 Pacific Time**

To apply please visit our website:

**parkscanada.gc.ca**



LES TWEETS  
DE LA SEMAINE



Fédération  
des aînés fran-  
co-albertains

@afafalta



La nouvelle vidéo  
Parler pour trans-  
mettre: "L'amour"  
La FAFa et  
@ProductionsLoft  
sont fiers de vous  
annoncer notre no-  
mination pour la  
meilleure web série  
aux Prix du cinéma  
et de la télévision de  
l'Alberta 2021!  
@YourAMPIA

<https://youtu.be/SL47W91RV3Y>  
#frab #frcan  
#francophonie



ACFA

@ACFAAB

L'ACFA est l'orga-  
nisme porte-parole  
de la francophonie  
albertaine.



Le drapeau fran-  
co-albertain flotte  
désormais... à Seat-  
tle aux États-Unis!  
Un Américain s'est  
récemment procu-  
ré notre drapeau  
pour mettre en va-  
leur l'héritage de sa  
grand-mère cana-  
dienne-française,  
née à Lafond en Al-  
berta. Quelle belle  
histoire! #frab #fr-  
can #amfr



ÉTIENNE HACHÉ  
CHRONIQUEUR  
POLÉMIQUE ET  
PHILOSOPHIQUE



EDMONTON

DANSE

Julianna Damer est la directrice générale par intérim de La Girandole depuis septembre 2020. Crédit : Archives Le Franco - Véronique Vincent

## GRAND JETÉ VERS L'AVENIR

Et 5, 6, 7, 8 ! C'est le temps de regagner les studios de **La Girandole** pour la nouvelle saison de cours de danse qui s'amorce. «On espère vraiment pouvoir faire un spectacle en théâtre en avril», souhaite **Julianna Damer**, la directrice générale par intérim. Alors que les défis de la saison passée restent palpables, La Girandole se tourne vers l'avant avec espoir et rythme.

« Pour moi, c'est un succès de pouvoir voir les enfants s'adapter à tous les changements », lance Julianna en faisant référence à la saison mouvementée de 2019-2020. Alors que les studios ont dû fermer, l'équipe professorale a poursuivi en ligne. Elle offrait ainsi la chance aux enfants de continuer leur apprentissage.

La directrice, malgré un bel optimisme reste lucide quant à la situation actuelle : «Avec les cas qui augmentent, on reste informé et on garde l'option ouverte pour la pratique des cours sur Zoom.»

### RETROUVER LA DANSE

Les plus jeunes pourront retrouver l'offre habituelle de cours. Ils pourront ainsi pratiquer la danse Canadienne française, la comédie musicale et le ballet/jazz. Pour les adultes, c'est le retour des cours de Zumba en formule hybride (en présentiel, mais aussi en virtuel), qui permet aux gens de l'extérieur d'Edmonton de s'inscrire. «J'encourage ça ! Si les gens sont à Falher ou à Saint-Paul, ils peuvent participer», s'enthousiasme la directrice.

Olivia Leclerc enseigne à La Girandole depuis maintenant sept ans. Cette année, elle prendra en charge le cours de danse traditionnelle des 9-11 ans. «Cela fait une grande différence d'être en personne pour la gigue, qui est une danse **percussive**», précise-t-elle.

Il y aura au maximum neuf élèves dans les classes de danse, un effectif diminué qui est loin des habitudes de ceux qui les enseignent. Mais «ce n'est pas la fin du monde», rassure Julianna qui voit dans cette mesure sanitaire un

bienfait pour celles et ceux qui vont y participer. Les élèves auront ainsi plus de place pour bouger et certainement un peu plus d'attention de la part de l'enseignante.



SARAH THERRIEN  
JOURNALISTE



Le groupe Les Alouettes s'entraînent à l'extérieur pour le spectacle annuel. Crédit : Courtoisie - La Girandole

« POUR MOI, C'EST UN SUCCÈS DE POUVOIR VOIR LES ENFANTS S'ADAPTER À TOUS LES CHANGEMENTS. »

Julianna Damer

### GLOSSAIRE

#### PERCUSSIVE

En lien avec le jeu des percussions, rythmée.

### UN EFFECTIF QUI SE BONIFIE ET DE NOUVEAUX DÉFIS

Cette saison, deux nouvelles enseignantes se joignent à l'équipe, Aline Dupuis-Gervais et Rheannon Locky. Alors que la première revient à La Girandole après plusieurs années d'absence, la seconde est une Edmontonienne ayant vécu en Ontario. C'est avec grande joie qu'elles sont accueillies par les autres membres de l'école de danse, ravis d'élargir leur équipe.

Julianna Damer, elle, entame sa deuxième saison comme directrice de La Girandole, laissant derrière elle une année particulière, mais stimulante. «Je suis vraiment très heureuse. Tous ces défis ajoutent de l'intérêt à l'apprentissage d'un nouveau poste.

Cela m'a poussé à penser les choses d'une nouvelle façon», explique-t-elle. La jeune femme, qui est aussi photographe, a particulièrement apprécié ce transfert au numérique. En effet, le fait de présenter la danse sous une formule virtuelle lui a permis d'exercer ses talents d'artiste visuel.

« C'EST BIEN D'AVOIR LA DANSE OU UNE ACTIVITÉ CRÉATIVE, AUTANT POUR LES ENSEIGNANTS QUE POUR LES ENFANTS. »

Olivia Leclerc

### DES NOUVELLES DE LA TROUPE ZÉPHYR

«Nous avons décidé de prendre une pause», explique Olivia Leclerc qui fait partie de Zéphyr depuis 2013. Une décision qui fait suite au manque d'opportunité pour la troupe de monter sur scène durant la pandémie.

Même si l'année a été difficile et qu'elle a poussé la troupe hors des projecteurs, les membres de Zéphyr prévoient un retour graduel avec notamment une

participation aux festivals Deep Freeze et Canoë volant.

Covid ou pas covid, «c'est bien d'avoir la danse ou une activité créative, autant pour les enseignants que pour les enfants», souligne Olivia en ajoutant «en ligne ou en personne, c'est bien de se retrouver et de se rassembler avec la danse».

Il est possible de s'inscrire aux cours de danse jusqu'à la fin septembre, tant qu'il y aura de la place ! ▲



Olivia Leclerc, lors de la production SaiZons (2017) de Zéphyr. Crédit : Mark Whittington

### AUX ORIGINES DE LA DANSE CANADIENNE-FRANÇAISE

La danse canadienne-française est un style traditionnel de gigue enseigné par La Girandole depuis ses débuts. En groupe, avec un partenaire ou seul, cette danse folklorique est inscrite dans l'histoire des Franco-Albertaines. En effet, depuis le XXe siècle, lors des fêtes, les familles utilisaient la danse pour célébrer une occasion spéciale. Si l'histoire vous intéresse, le document *Historique des troupes de danse folklorique franco-albertaine* préparé par la Société historique francophone de l'Alberta à la demande de La Girandole est pour vous. Il est disponible sur le site web de l'association.

POUR PLUS D'INFORMATIONS :  
[HTTP://WWW.LAGIRANDOLE.COM](http://www.lagirandole.com)



En compagnie de Steve Jodoin et de Eve Marie Forcier, membres du collectif RiRe, Josée Thibeault incarne Blanche. Un personnage qui met de l'avant l'âge d'or et qui fait bien rire. Crédit : Josée Thibeault.

# MAIS OÙ EST L'HUMOUR FRANCOPHONE EN ALBERTA?

Les humoristes franco-canadiennes **Isabelle Cliche (La Wonderful)**, **Josée Thibeault** et **Micheline Marchildon** l'affirment : l'humour est l'art de la scène le plus souvent oublié dans le monde de la culture. Cette semaine, Le Franco vous propose un instantané de la scène humoristique francophone en Alberta... au féminin! Ses défis et ses enjeux.

IJL - FRANCO.PRESSE - LE FRANCO

L'humour manque-t-il de visibilité dans la culture francophone hors Québec? Micheline Marchildon, humoriste manitobaine, est catégorique sur cette question : «Absolument!» Et elle n'est pas la seule à l'affirmer.

Pour Isabelle Cliche, la scène humoristique de sa communauté, composée de LadyT, du conteur Roger Dallaire, d'elle-même et du collectif RiRe, est «pratiquement existante». Elle explique ce phénomène par le manque criant d'espaces pour l'humour : «Il y a très peu d'occasions pour nous [...] de jouer chez nous». Les festivals et les soirées d'humour ne figurent tout simplement pas dans les calendriers culturels de la francophonie albertaine.

La clown bilingue est également reconnue pour ses talents d'auteure-compositrice-interprète et tente toujours de donner une touche d'humour à ses textes. Elle pointe également du doigt les diffuseurs francophones en milieu minoritaire : «[Ils] devraient toujours mettre à l'avant-plan les artistes d'ici à chaque événement organisé. Il devrait y avoir des gens d'ici. Toujours.»

Pour Josée Thibeault, membre du collectif RiRe depuis plusieurs années, si l'humour franco-albertain a de la difficulté à s'enraciner dans la communauté, c'est en raison de la diversité de

ses membres. Les références culturelles ne sont pas toujours les mêmes : «on ne rit pas tous de la même chose!» Malgré ses difficultés, le rire reste un des **pilliers** communautaires



MÉLODIE CHAREST  
JOURNALISTE



Amoureuse de scène, Josée Thibeault n'hésite pas à glisser de l'humour dans ses performances y compris dans son spectacle *la petite Lulu tire la langue*. Crédit : Josée Thibeault.

“IL Y A TRÈS PEU D'OCCASIONS POUR NOUS [...] DE JOUER CHEZ NOUS.”

Isabelle Cliche

GLOSSAIRE

**PILIER**

Un support qui permet d'assurer une stabilité (sens figuré)

importants pour Micheline Marchildon, car «rire ensemble, c'est grandir ensemble».

**L'IMPROVISATION, AU SECOURS DE L'HUMOUR FRANCOPHONE MINORITAIRE?**

La porte d'entrée au 6e art est souvent la même : l'improvisation. Micheline ne s'en cache pas, c'est l'improvisation qui lui a donné «des ailes en tant qu'artiste». Des ailes qui l'ont amenée, cette année, à animer l'Anti-Gala virtuel de Réseau.Presse du 16 septembre.

Isabelle, elle, remarque que lorsqu'il «y a de l'improvisation dans une communauté, il y a presque toujours des soirées d'humour et des humoristes établis et assumés [...] On n'a pas d'improvisation et ça manque à notre culture, ça manque à notre humour!»

En Alberta, comme au Québec, les ligues d'improvisation étaient



Josée Thibeault est membre du collectif RiRe, un collectif franco-albertain humoristique. Ici, elle parodie Crystal Plamondon avec sa planche-à-laver-avec-des-seins. Crédit : Courtoisie.

“MALGRÉ LEUR TALENT, CE SONT ELLES QUI ABANDONNENT LE PLUS SOUVENT LEUR CARRIÈRE SUR SCÈNE”

Josée Thibeault

populaires dans les années 1980. Amoureuse d'improvisation, Josée remarque que depuis le milieu des années 1990, elles se font plus rares dans la province de la rose sauvage. Découvrir de nouveaux talents et rassembler la communauté semblent être les fins atteintes par cette forme de performance pour l'un des visages du RiRe.

Pour Micheline, c'est également

un terrain d'exploration pour tous les francophones et francophiles, de «s'ancrer dans la francophonie». Les participants font des erreurs de français, découvrent de nouvelles références à la culture, mais aussi «se font pardonner et aimer inconsciemment par la communauté».

**«LES FILLES SONT DRÔLES»**

L'humour est un élément de communication et de mobilisation sociale. Les femmes ont-elles leur place dans ce dialogue? Elles sont unanimes, elles ont leur place dans ce milieu!

Bien que la scène humoristique soit petite en Alberta, elle reflète une disparité homme / femme équitable selon la clown bilingue : «L'humour est non genré, rassembleur, et fait preuve d'ouverture et d'inclusion; il devrait occuper une plus grande place dans nos programmations d'événements communautaires». Celle qui affirme que le rire est son «super pouvoir» à également la conviction que «le rire peut apporter du réconfort, il favorise l'acceptation et renforce le sentiment d'appartenance».

Josée est dans le milieu de la culture franco-albertaine depuis des années et remarque que «les filles manquent de confiance». Malgré leur talent, ce sont elles qui abandonnent le plus souvent leur carrière sur scène. Une observation qui est enrichie par les propos de Micheline qui affirme que l'humour demande du courage pour «affirmer sa voix», mais aussi d'y rester fidèle. ▲



Les huit élèves du groupe ont pu apprendre à marcher avec les échasses. Crédit : Sarah Therrien

# LA PASSION DU CIRQUE ENSEIGNÉE EN FRANÇAIS

Jonglerie, diabolo, fil de fer et échasses étaient au programme du premier camp de cirque francophone de la compagnie **Green Fools**. Les tout nouveaux locaux du Studio G à Calgary ont accueilli, du 23 au 27 août, 8 enfants âgés de 8 et 13 ans qui ont pu apprendre ou consolider leur technique en cirque.

IJL - FRANCO.PRESSE - LE FRANCO

« Nos locaux étaient prêts pour l'ouverture en mars 2021 », explique avec déception Maggie Mackenzie, responsable du marketing. Malheureusement, le contexte actuel a gardé les portes des studios fermés. Des studios qui allaient devenir le premier lieu physique de la compagnie. En effet, depuis sa fondation en 1991, celle-ci avait l'habitude de se déplacer dans la province pour des ateliers ou des performances.

C'est en respectant les consignes sanitaires que la compagnie a pu proposer un camp de cirque, une grande satisfaction pour Maggie: « juste qu'on ait pu faire les camps d'été c'est excitant ». Anne-Marie Hivert, enseignante francophone, a relevé le défi avec enthousiasme. La formatrice a pu partager ses connaissances aux élèves inscrits en français. « Les enfants ont soit un parent francophone ou sont eux-mêmes en immersion », explique-t-elle.



SARAH THERRIEN  
JOURNALISTE

## UNE PASSION QUI SE TRANSMET

« J'adore le cirque ! » Ce ne fut donc pas une décision difficile pour Sylvie d'inscrire ses enfants Julie et Tom. La maman a d'ailleurs enseigné il

“ LES ACTIVITÉS DU CIRQUE DONNENT LE COURAGE D'ESSAYER DE NOUVELLES CHOSES. ”  
Pascal Butt-Vallières

## GLOSSAIRE

### CIRCASSIEN

Relatif au monde du cirque

## VOULEZ-VOUS CRÉER VOTRE ENTREPRISE ?

Laissez-nous vous accompagner et vous assister!

**CDÉA** Conseil de développement économique de l'Alberta

Nouveau programme du CDÉA :

**INTÉGRATION**  
entrepreneuriale  
réussie

pour les nouveaux arrivants.

Rencontre personnalisée, ateliers et formation, activités de réseautage, mentorat de connexion, soutien aux transports.

Contactez-nous pour un premier RDV :

Edmonton et les environs :

carine@lecdea.ca

Calgary et les environs :

olga@lecdea.ca

Ou visitez [lecdea.ca](http://lecdea.ca)





Les enfants se lancent avec courage dans l'apprentissage de nouvelles habiletés, avec Anne-Marie toujours prête pour les aider. Crédit : Sarah Therrien.

Il y a quelques années à Tom la jonglerie, une activité qu'il a eu l'occasion de perfectionner lors du camp. Julie, pour sa part, est particulièrement douée pour l'équilibre sur ballon. Elle est parvenue à faire jusqu'à cinq tours de la salle de cours sur son ballon mauve.

Les jeunes artistes **circassiens** apprennent vite, ça s'observe. Tom, très à l'aise sur les échasses les plus hautes disponibles ce vendredi, en avait fait pour la première fois le lundi précédent. Les enfants se lancent avec courage dans l'apprentissage de nouvelles habiletés avec Anne-Marie toujours prête à les aider.

Julie et Tom ont tellement apprécié leur expérience que leur maman Sylvie les a inscrits à un camp aérien de six semaines à l'automne, en anglais cette fois. Mais puisque la demande est au rendez-vous, l'équipe de Green Fools évalue la possibilité d'offrir d'autres camps en français prochainement.

#### L'APPEL DU CIRQUE

«J'ai commencé à 7 ans et je suivais des cours tous les samedis», se rappelle Anne-Marie Hivert dont la spécialité est le tissu aérien : un enchaînement de figures acrobatiques en lévitation avec deux bandes de tissus accrochées en haut du chapiteau.

Grâce à son parcours multidisciplinaire, Anne-Marie est en mesure d'enseigner «un peu de tout au niveau débutant». Cela lui plaît particulièrement, car «c'est dans l'esprit du cirque de toucher à tout». C'est d'ailleurs pour enseigner le cirque que l'artiste a déménagé à Calgary, il y a trois ans. Un changement positif, car les différents besoins de Green Fools lui offrent la possibilité d'enseigner et de performer, lorsque la situation le permet.

Pour Pascal Butt-Vallières aussi, les premiers pas au cirque remonte à l'enfance : «j'ai commencé à 6 ans avec Green Fools dans un camp et j'ai continué chaque été», précise-t-il. L'artiste dont la spécialité est le fil de fer et la jonglerie fait partie de la compagnie de Green Fools depuis environ 12 ans.

C'est notamment l'aspect familial et convivial qui plaît à Pascal. Il souligne que «tout le monde se connaît dans la compagnie et chaque fois que tu y retournes tu peux parler et échanger. Ce n'est pas juste une compagnie, mais une famille».

La carrière de Pascal et d'Anne-Marie a débuté, sans le savoir, lorsqu'ils n'étaient que des enfants. Aujourd'hui, alors qu'ils n'en sont qu'à leurs premiers pas dans ce monde féérique, les 8 élèves entament peut-être, eux aussi, une longue carrière artistique. «Les activités du cirque donnent le courage d'essayer de nouvelles choses» partage Pascal. Il est d'ailleurs persuadé que le camp aura des bienfaits dans plusieurs sphères de la vie des enfants. ▲



Il y a quelques années, Tom a appris la jonglerie de sa maman Sylvie. Crédit : Sarah Therrien



Anne-Marie Hivert était l'enseignante du camp de cirque francophone. Crédit : Sarah Therrien

Gouvernement du Canada / Government of Canada

#### INVITATION À SOUMETTRE UNE EXPRESSION D'INTÉRÊT CONCERNANT LA DISPONIBILITÉ DE LOCAUX À LOUER À CANMORE (ALBERTA) NUMÉRO DE DOSSIER : 81001609

Services publics et Approvisionnement Canada invite toutes les parties intéressées à soumettre une réponse, au plus tard le 17 septembre 2021, concernant la disponibilité de locaux à bureaux à louer dans des immeubles à Canmore, pour un bail de sept ans débutant le ou vers le 1er octobre 2023.

Pour voir la version intégrale de cette invitation et y répondre, veuillez consulter le [www.achatsetventes.gc.ca/biens-et-services/location-de-biens-immobiliers](http://www.achatsetventes.gc.ca/biens-et-services/location-de-biens-immobiliers) ou communiquer avec Angela Lee au 780-271-8967 ou à [angela.lee@tpsgc-pwgsc.gc.ca](mailto:angela.lee@tpsgc-pwgsc.gc.ca).

Canada

## LE FRANCO

### L'ÉQUIPE

• **SIMON-PIERRE POULIN**  
DIRECTEUR  
DIRECTION@LEFRANCO.AB.CA

• **ÉQUIPE EDITORIALE**  
ARNAUD BARBET  
SARAH THERRIEN  
REDACTION@LEFRANCO.AB.CA

• **VALÉRIANE DUMONT**  
ADJOINTE ADMINISTRATIVE  
ET MARKETING  
RECEPTION@LEFRANCO.AB.CA

• **SARAH THERRIEN**  
GESTIONNAIRE DE COMMUNAUTÉ  
MARKETING@LEFRANCO.AB.CA

• **GABRIELLE BEAUPRÉ**  
JOURNALISTE  
REPORTAGE@LEFRANCO.AB.CA

• **CORRESPONDANTS ET CHRONIQUEURS**  
ÉTIENNE HACHÉ, INÉS LOMBARDO, MÉLODIE CHAREST, MÉLANIE TREMBLAY, FATIMA KARIDIO, ÉTUDIANTES DU CAMPUS SAINT-JEAN, FRÉDÉRIC BOILY, ERICKA MUZZO, PAUL DUBÉ  
• La maquette du journal a été réalisée par **ANDONI ALDASORO ROJAS**  
• Le graphisme de cette édition a été réalisé par **MYRIAM ROULEAU**

**LE FRANCO** est la propriété de l'ACFA. Au niveau national, il est représenté par Lignes Agates Marketing ([anne@lignesagates.com](mailto:anne@lignesagates.com) | 905 599-2561). Le Franco est imprimé par Central Web, à Edmonton. La reproduction d'un texte ou d'une photo par quelque procédé que ce soit, est strictement interdite sans l'autorisation écrite du journal.

**Lettres ouvertes:** Le Franco est ouvert à la publication de lettres ouvertes. La rédaction se réserve le droit de limiter la longueur du texte

ou de ne pas publier la lettre si le contenu est jugé diffamatoire, injurieux ou discriminatoire.

**Annonces:** Les clients ont 15 jours après la date de parution pour nous signaler des erreurs. La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur, si l'erreur est celle du Franco.

**Avis lecteurs:** N'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires en écrivant à l'adresse [reception@lefranco.ab.ca](mailto:reception@lefranco.ab.ca)

L'équipe du Franco reconnaît qu'elle exerce ses activités sur les territoires visés par les traités no 4, 6, 7, 8 et 10, des lieux de rencontre traditionnel et la patrie de nombreux peuples autochtones dont les Cris, les Dénés, les Sioux Stoney Nakoda, les Saulteaux, les Ojibwés, les Niitsitapi (Pieds-Noirs) et les Métis. Nous prenons acte de leur empreinte sur ce territoire au fil des siècles et de leur rapport spirituel et concret à la terre, source d'un riche patrimoine pour notre vie communautaire.



Lignes Agates Marketing

réseau . presse FIER MEMBRE

CentralWeb  
Bechtel & Goldset Web Printing

Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada

Canada

FRANCOPHONIE



À 25 ans, Christian Ouaka estime aujourd'hui que le goût de l'aventure, la curiosité, l'ouverture d'esprit et l'audace lui ont permis d'en arriver là, au nord du 60e parallèle. Crédit : Courtoisie

## DE LA CÔTE D'IVOIRE AU NUNAVUT, LE PARCOURS AUDACIEUX DE CHRISTIAN OUAKA

Christian Ouaka n'avait pas encore 18 ans lorsqu'il a quitté la Côte d'Ivoire, en Afrique de l'Ouest, pour venir étudier à l'Université de Moncton. Deux baccalauréats et une maîtrise plus tard, il a «fait son petit bonhomme de chemin» et occupe depuis le mois de décembre 2020 le poste de directeur général de l'Association des francophones du Nunavut (AFN). À 25 ans, il estime aujourd'hui que le goût de l'aventure, la curiosité, l'ouverture d'esprit et l'audace lui ont permis d'en arriver là, au nord du 60e parallèle.

### FRANCOPRESSE

« Si on regarde sur une carte, la probabilité que je quitte mon pays, qui est près de l'équateur, pour me rendre en Arctique était très, très faible. Mais là j'y suis et je suis très content! », lance Christian Ouaka.

Depuis son arrivée au Canada en 2013, il est également passé par Thunder Bay, dans le Nord de l'Ontario. Il y a occupé le poste d'agent de développement socioéconomique pour le Réseau de soutien à l'immigration francophone du Nord de l'Ontario.

« Quand j'ai annoncé que je partais pour Iqaluit, un de mes amis a dit pour rigoler que j'étais en train de sortir de la Terre... J'étais à Moncton, je suis parti à Thunder Bay et maintenant je suis monté encore plus haut », se souvient en riant le jeune directeur de l'AFN.

Il a beau être né à Abidjan, capitale économique de la Côte d'Ivoire qui compte plus de quatre millions d'habitants, Christian Ouaka souligne qu'au Canada il a toujours préféré vivre dans de plus petites villes, comme Iqaluit. « J'ai toujours voulu découvrir l'Arctique parce que c'est quand même une région spéciale; il fait froid, le soleil se couche tard, il y a des animaux qu'on ne voit pas dans le Sud [...] Je me suis juste dit qu'il me fallait un autre manteau et je suis allé l'acheter! »

Un choix qu'il ne regrette aucunement après un premier hiver dans le Nord : « Dès qu'on se retrouve ensemble, toute la communauté, on ne sent même plus qu'il fait froid dehors. »

### L'AUDACE COMME MOT D'ORDRE

Outre la température, Christian Ouaka se souvient d'avoir été surpris par l'architecture canadienne lorsqu'il est arrivé au Nouveau-Brunswick en 2013: « En Côte d'Ivoire, presque toutes les maisons sont en brique et en béton, alors qu'ici c'est très rare de voir des maisons en béton; ce sont plutôt les immeubles qui le sont. »

Il a également dû s'adapter à la langue de la région et particulièrement au chiac, qu'il « ne comprenait pas du tout! ».

« Quand j'étais en première année de sciences politiques, j'avais un cours d'économie et le professeur, dans les démonstra-

tions, parlait de s'acheter un char. Dans mon pays, le char, c'est un **engin** de guerre, un engin militaire! Ensuite j'ai compris qu'il parlait d'une voiture », se remémore Christian en riant.

C'est la visite d'un représentant de l'Université de Moncton à son école secondaire, en Côte d'Ivoire, qui a convaincu le jeune homme de traverser l'océan Atlantique pour poursuivre ses études. « J'ai choisi sciences politiques, mais en fait je ne savais pas vraiment ce que c'était en tant que tel... J'ai juste vu le mot "politique" et j'ai toujours aimé la politique! », se souvient Christian.

De fil en aiguille, le jeune étudiant d'alors a finalement décidé d'opter pour une majeure en sciences politiques, accompagnée d'une autre majeure en relations publiques. « Je devais terminer en cinq ans, mais j'ai terminé en quatre ans et mon père m'a demandé ce que je voulais faire. Comme j'étais encore jeune et que j'avais reçu une invitation pour continuer la maîtrise, j'ai opté pour ça! », relate encore celui qui a changé de branche pour se diriger en administration des affaires.

Trouver un emploi n'a toutefois pas été si facile à Moncton. Au cours de ses études, Christian Ouaka a cumulé plusieurs petits boulots: homme de chambre dans un hôtel, assistant d'un professeur à l'université et travailleur dans une usine de crabe à Cap-Pelé – pas facile pour celui qui est allergique aux fruits de mer!

Après avoir terminé sa maîtrise, il a occupé pendant un an un poste d'éducateur en petite enfance à Moncton avant de se décider à quitter la région pour obtenir un emploi dans son domaine, à Thunder Bay.

C'est également ce qu'il recommanderait aux étudiants internationaux qui terminent leurs études: « Je dirais de ne pas hésiter à être audacieux. On a tous un peu peur quelque part, mais ce n'est pas quelque chose qui m'a arrêté dans ce que je voulais faire. J'essaye, et si ça marche tant mieux, et si ça ne marche pas, je réessaye autrement! », relate Christian.

« Je me suis dit que s'il fallait aller à l'autre bout du monde pour avoir ce que je voulais, j'allais y aller, et quelque part, c'est un peu ce qui s'est passé! », ajoute-t-il en riant.



J'AI  
TOUJOURS  
VOULU  
DÉCOUVRIR  
L'ARCTIQUE  
PARCE QUE  
C'EST QUAND  
MÊME UNE  
RÉGION  
SPÉCIALE."

Christian Ouaka



### GLOSSAIRE

**ENGIN**  
Machine  
puissante et  
imposante

### UNE COMMUNAUTÉ MULTICULTURELLE TISSÉE SERRÉE

Aujourd'hui, Christian Ouaka se dit surtout «très reconnaissant» d'être là où il est. « Ce que j'ai pu accomplir, je ne l'ai pas accompli tout seul, ça a été grâce au concours de beaucoup de personnes. Je ne veux pas non plus m'asseoir sur mes lauriers: c'est vrai que je suis jeune et que je suis directeur, mais du jour au lendemain ça peut changer et il faut toujours avoir la tête sur les épaules, ne pas devenir prétentieux ou arrogant », philosophe-t-il.

« C'est une chose que je dis toujours à mes sœurs et à mes parents; que si je commence à changer de personnalité ou de comportement, qu'ils me grondent un peu parce que je n'ai pas du tout envie de changer qui je suis! Je préfère rester le Christian qu'on a toujours connu », ajoute le directeur de l'AFN.

Il s'enthousiasme des nombreux projets en branle à l'Association, qui fête cette année son 40e anniversaire.

« Il y a la Maison de la francophonie qui est un gros projet, dont le but serait de réunir sous un même toit tous les organismes francophones d'Iqaluit. En dehors de ça, il y a aussi le rayonnement de la francophonie au Nunavut, parce que très souvent les francophones en situation minoritaire sont comme mis à l'écart, un peu oubliés, donc il faut montrer que la francophonie est bien vivante au Nunavut et qu'elle rayonne à travers sa communauté! », souligne Christian Ouaka.

Celui qui a grandi « dans un pays où les liens sociaux sont très forts » a retrouvé avec plaisir ce sentiment à Iqaluit, notamment au sein de la communauté francophone qui compte plus de 1000 locuteurs selon le recensement de 2016.

« À Iqaluit, les francophones sont des francophones de partout: des Français, des Africains francophones, des Canadiens francophones, des gens qui viennent d'Australie, du Madagascar, de Haïti. C'est vraiment un brassage culturel [...] On est très fiers de ça à l'AFN et on travaille à développer cette francophonie plurielle-là pour permettre l'épanouissement de la communauté », indique encore Christian Ouaka.

À titre personnel, il a pour projet d'inviter sa famille à le visiter « lorsqu'il fera moins froid » et que la pandémie le permettra, dans un ou deux ans: « Je veux qu'ils découvrent un peu l'autre extrême, parce qu'en Côte d'Ivoire, c'est toujours des températures au-dessus de 25 °C! »

Depuis qu'il est arrivé au Canada, Christian est retourné à seulement deux reprises dans son pays d'origine, en 2014 et en 2018. Cette année, il a bon espoir de pouvoir rentrer pour passer Noël avec sa famille: « Ça serait mon premier Noël avec eux depuis huit ans. »

Christian a également déposé en mars dernier sa demande de résidence permanente, via le programme Entrée express – expérience canadienne. Il prévoit que sa demande de citoyenneté canadienne suivra dès que possible, puisqu'il compte bien rester au moins un autre dix ans! ▲

### HISTOIRES D'IMMIGRATION

Au travers des incertitudes liées à la pandémie, certaines histoires ressortent comme autant de bouffées d'air et d'espoir. C'est notamment le cas de nombreux francophones qui ont choisi le Canada comme terre d'accueil, il y a de cela quelques mois ou des années. En voilà quelques-unes partagées par Francopresse.